

LA CHIMIE EN FRANCE EN 2020

BILAN ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET RSE



La chimie en France en 2020

BILAN ECONOMIQUE, SOCIAL ET RSE

L'ÉCONOMIE MONDIALE EN 2020	3
LA CHIMIE EN FRANCE ET SA PLACE DANS LE MONDE	17
LA PRODUCTION DE LA CHIMIE EN FRANCE	20
LES ÉCHANGES EXTERIEURS DE LA CHIMIE	28
LES PRIX DE VENTE DE LA CHIMIE	39
L'INVESTISSEMENT INDUSTRIEL DE LA CHIMIE EN FRANCE	42
LES DÉPENSES DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT DE LA CHIMIE EN FRANCE	45
LES PERSPECTIVES DE CROISSANCE DE LA CHIMIE EN FRANCE EN 2021	46
LE BILAN SOCIAL DE LA CHIMIE EN FRANCE	49
LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE ET ÉCOLOGIQUE DE LA CHIMIE EN FRANCE	50

L'économie mondiale en 2020

Après avoir ralenti en 2019 (+2,8 %), la croissance de l'économie mondiale s'est effondrée en 2020 (-3,2 %) en raison de l'épidémie de Covid-19 qui a créé une crise sanitaire et économique inédite par sa nature, son ampleur et son hétérogénéité sectorielle et géographique.

Les premiers cas de contaminations au coronavirus sont apparus fin 2019 à Wuhan en Chine et se sont rapidement propagés à l'ensemble des régions du monde sur le début 2020. Pour la sixième fois de son histoire, l'Organisation Mondiale de la Santé déclarait fin janvier l'état d'urgence de santé publique à portée internationale pour limiter la propagation du virus.

L'ampleur du choc a été à la hauteur des mesures de confinement et des restrictions de déplacement prises par les différents gouvernements pour endiguer la pandémie, provoquant une paralysie brutale et sans précédent de l'économie et des échanges mondiaux.

Ces mesures ont pesé à la fois sur l'offre et sur la demande, avec des fermetures d'entreprises, de chantiers de construction, de commerces mais aussi avec l'arrêt du trafic aérien et ferroviaire, du tourisme, de la restauration-hôtellerie, des loisirs... Par conséquent, la production de biens et de services, la consommation des ménages, les investissements et le commerce international se sont fortement contractés se traduisant par un recul du PIB mondial de 15 % au premier trimestre 2020 puis de plus de 27 % au deuxième trimestre 2020 (en variations trimestrielles annualisées).

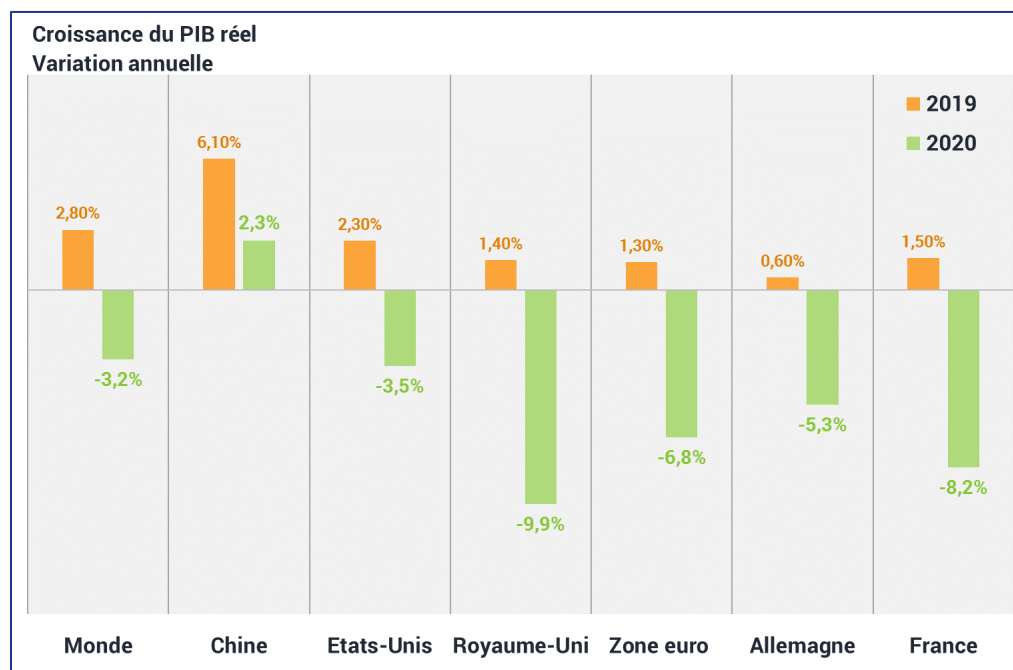
Avec la levée progressive des restrictions, d'abord en Chine puis dans les économies occidentales, l'activité économique mondiale a mécaniquement rebondi au troisième trimestre (+36,5 % l'an en variation trimestrielle). Mais la résurgence de l'épidémie dans certains pays (Etats-Unis, Zone euro...) à la sortie de l'été a porté un nouveau coup de frein à l'activité avec le retour des mesures sanitaires. L'impact de cette deuxième vague épidémique a toutefois été plus modéré, le rattrapage du PIB mondial se poursuivant sur un rythme plus modéré (+9 % l'an au quatrième trimestre).

Sur l'ensemble de l'année 2020, l'économie mondiale s'est ainsi contractée de 3,2 % (après +2,8 % en 2019).

En conséquence de ce net repli, le commerce mondial de marchandises a également reculé (-5,3 % en 2020 après +0,2 % en volume selon l'Organisation Mondiale du Commerce). Les échanges des économies émergentes ont davantage résisté, notamment en Asie grâce à la fourniture importante de produits médicaux et d'équipements électroniques.

Le net rebond de l'activité au second semestre a permis toutefois au commerce mondial de se rapprocher de son niveau de la fin d'année 2019. En revanche, les échanges de services ont accusé un coup d'arrêt plus violent, touchés sur leurs composantes tourisme et transport, et se situaient en fin d'année bien en-dessous des niveaux d'avant-crise.

Dans toutes les économies, la pandémie a déclenché un effort massif et inédit de la part des autorités monétaires et budgétaires pour en atténuer l'impact sur la situation financière des ménages et des entreprises. Couplées avec l'allègement des confinements au second semestre, ces interventions, notamment aux États-Unis ont permis de doper les revenus et de soutenir le retour d'une croissance rapide des échanges et de la production.



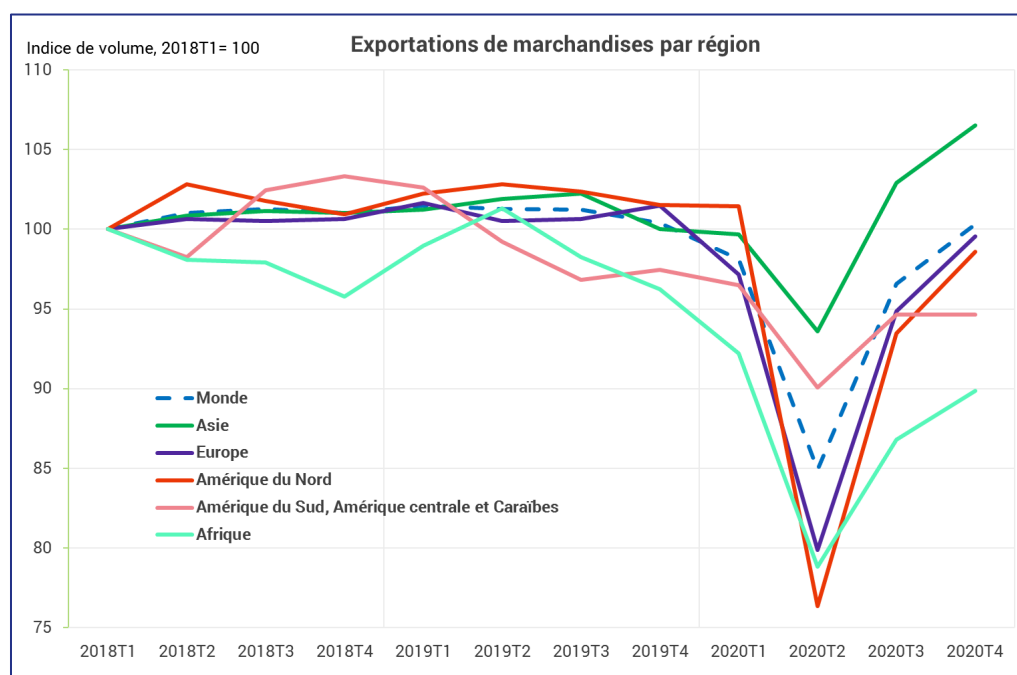
Sources : Rexecode, comptes nationaux

Une gestion stricte de la pandémie limitant l'ampleur de la crise en Chine et dans d'autres économies asiatiques

L'Asie a été affectée par l'épidémie qui a pris naissance dans sa région, mais le choc a été globalement moins fort que dans le reste du monde, en partie en raison d'une période de mise en veille de l'activité décalée et moins longue. Des mesures de soutien budgétaire et d'assouplissement monétaire ont aussi permis d'atténuer le choc. Trois pays, la Chine, le Vietnam ou encore Taïwan ont même enregistré une croissance positive en 2020.

En particulier, la Chine, premier pays touché par la pandémie a aussi été le premier à entrer en confinement (pour six à dix semaines selon les régions à partir de fin janvier) et le premier à en sortir en mars. Son PIB a ainsi nettement reculé au premier trimestre 2020 (-6,8 % par rapport au précédent) pour ensuite enchaîner deux trimestres de rebond (+3,2 % au deuxième et +4,9 % au troisième). En fin d'année, le PIB chinois était supérieur de près de 7 % au niveau du quatrième trimestre 2019, et il a affiché une croissance de 2,3 % en moyenne sur 2020. Grâce à sa maîtrise de la pandémie, le pays a rapidement redémarré sa production industrielle. Mais côté demande, la consommation ménages a peiné à reprendre malgré les mesures de soutien.

Cette reprise en « V » a donc surtout reposé sur la demande extérieure (des exportations en hausse de +3,6 % en 2020) et sur le soutien de l'État, notamment dans les investissements d'infrastructures. Dans le contexte particulier de la pandémie, la Chine a pu aussi profiter de la forte demande en produits médicaux et informatiques de la part des économies occidentales alors en pleine adaptation aux mesures de lutte contre la pandémie (besoin de masques, produits informatiques pour le travail à domicile...).



Source : OMC

Parmi les autres économies émergentes, la Turquie a également enregistré un rebond fort et rapide après le choc du premier trimestre lui permettant d'éviter la récession et d'afficher une croissance à +1,8 % sur l'ensemble de l'année (après +0,9 %).

En revanche, l'impact économique de la crise a été plus important en Inde, au Brésil et en Russie, plongeant ces trois pays en récession en 2020 (respectivement -8,4 %, -4,6 % et -3,1 %).

Deux plans de relance massifs pour soutenir l'économie américaine en 2020

Touchée par le virus sur son territoire et très intégrée dans les échanges mondiaux, l'économie américaine a été pénalisée par la crise sanitaire avec une chute de son PIB de -3,5 % en 2020, mais a pour autant mieux résisté que les autres économies développées comme la zone euro. Les mesures de restrictions de déplacement et d'activités ont été moins strictes et moins généralisées à l'ensemble du pays.

Le choc sur l'activité a certes été ressenti sur le premier semestre (-9,5 % en variation annuelle) mais il a été suivi d'une reprise significative au troisième trimestre et d'une croissance modérée au dernier trimestre. Le PIB américain termine ainsi l'année en retrait de seulement 2,4 % par rapport au quatrième trimestre 2019.

Face à la chute de la consommation des ménages et à la montée rapide du chômage (près de 15 % de la population active en avril 2020), le gouvernement a réagi dès le printemps en votant un plan de soutien aux ménages et aux entreprises.

Doté d'une enveloppe de plus de 2 000 milliards de dollars, il comprenait entre autres, des mesures de protection sociale pour les ménages (allocations chômage, congés maladie, ...), des prêts garantis aux entreprises et des hausses des dépenses publiques.

En parallèle, la Réserve fédérale est venue soutenir ces dispositifs par une baisse de ses taux à zéro et un mécanisme de rachats massifs de dettes privées.

Globalement, ces mesures ont permis à la consommation de ménages de dépasser son niveau d'avant crise en fin d'année et à l'industrie de se redresser rapidement, favorisant un retour du taux de chômage à 7 % en décembre. Mais face à la persistance des difficultés économiques, un nouveau stimulus (900 milliards de dollars) voté en fin d'année reprend des mesures similaires à celles du printemps, visant à continuer de soutenir une reprise encore hétérogène et incomplète, notamment sur le marché du travail (différentes catégories de population et de secteurs touchés).

Résilience du Japon à la crise sanitaire

Dès l'apparition des premiers cas de Covid-19 sur son territoire, les autorités nippones ont déployé une politique de dépistage. Après avoir fermé ses frontières début février, notamment avec la Chine et la Corée du Sud, le pays déclenche l'état d'urgence d'avril à fin mai avec un confinement de sa population. Cette période d'activité réduite a provoqué une baisse de la consommation des ménages et de la production, une contraction des activités de services tournées vers le tourisme et une chute des échanges commerciaux en particulier avec les partenaires asiatiques.

Le Japon retrouvera toutefois rapidement une reprise sur la deuxième partie de l'année tirée par les investissements des entreprises et des ménages ainsi que par le retour de la demande chinoise. En fin d'année, le niveau du PIB était quasiment revenu à celui d'avant-crise, et en moyenne annuelle, il aurait reculé d'à peine 5 % (après +0,7 % en 2019).

Les soutiens budgétaire et monétaire ont été massifs avec des incitations pour relancer l'économie par l'investissement, notamment dans la transition énergétique et numérique.

Une récession historique en Zone euro

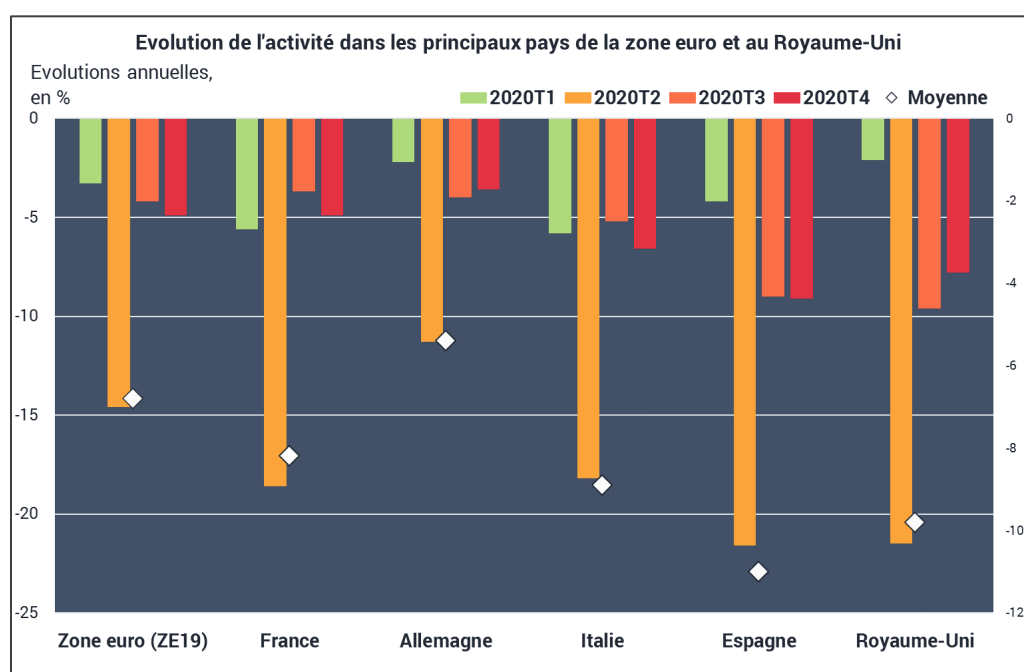
Avec une chute de son économie proche de -7 % en 2020, la zone euro apparaît comme l'une des régions les plus affectées par la crise sanitaire.

Elle a en effet été fortement marquée par la première vague épidémique (-12 % au deuxième trimestre en variation trimestrielle) avant de se redresser (+12,5 % au troisième trimestre). La deuxième vague de la pandémie et ses nouvelles mesures de confinement lui seront moins dommageables mais la baisse enregistrée (-0,7 % au quatrième trimestre) a toutefois creusé l'écart avec le niveau d'avant-crise (-4,9 % par rapport au quatrième trimestre 2019).

Cette récupération de l'activité économique a été essentiellement tirée par la demande extérieure alors que l'investissement et la consommation sont encore en retrait.

Au sein de la zone euro, des évolutions différentes sont apparues entre les pays du Nord et du Sud. Les économies en Espagne (-11 % en moyenne annuelle), en Italie (-8,9 %) et en France (-8,2 %) ont en effet été davantage pénalisées qu'en Allemagne (-5,4 %), du fait notamment de la mise en place de mesures d'endiguement de l'épidémie plus strictes au printemps, d'une crise sanitaire plus sévère et d'une spécialisation sectorielle plus exposée à la crise (tourisme en Espagne et en Italie et aéronautique en France).

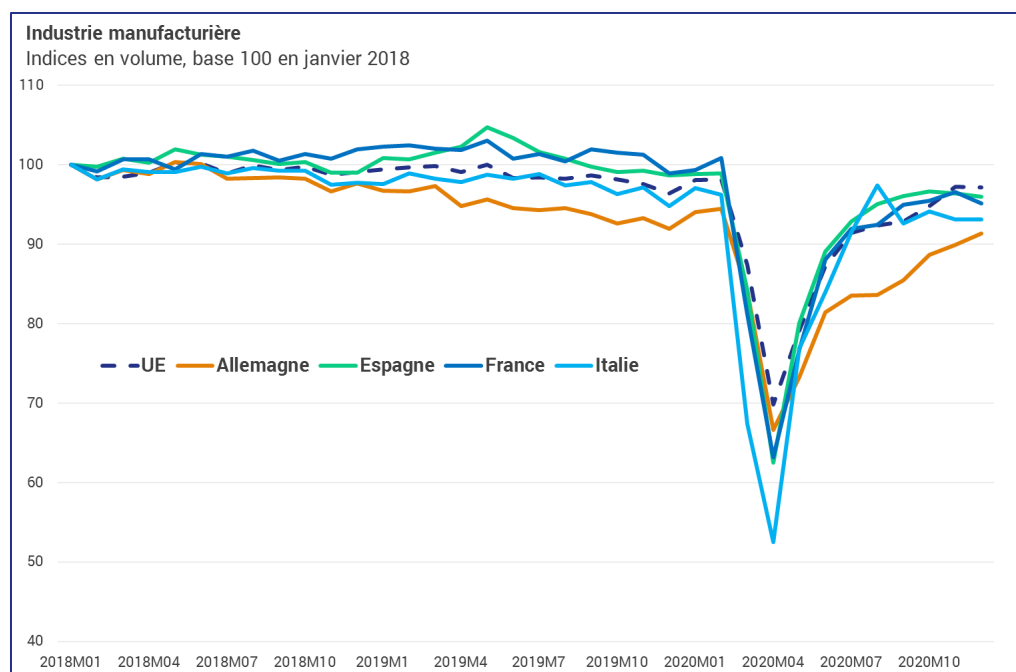
Moins touchée par la première vague du printemps, l'Allemagne a pu assurer une continuité de l'activité plus importante, notamment dans le secteur de la construction.



Sources : Eurostat, ONS

Le recul de l'activité de la zone euro est principalement dû à la chute des services marchands (commerce, transport, hôtellerie-restauration) qui ont contribué pour 1 à 2 points de baisse du PIB selon les pays, et à l'inverse d'une contribution nulle aux États-Unis.

En revanche, l'industrie manufacturière a mieux résisté après le premier choc du printemps. A un plus bas niveau en avril (-29,5 % sur un an), la production s'est en effet régulièrement redressée jusqu'en décembre, le rythme se modérant toutefois en fin d'année avec la deuxième vague épidémique. En moyenne annuelle, la contraction de l'industrie manufacturière est néanmoins très significative (-8,3 % en volume après -0,7 % en 2019), avec des chutes importantes pour les principaux pays : -10,5 % en Allemagne (après -4,1 %), -11,6 % en Italie (après -1,3 %), -11,1 % en France (après +0,6 %) et -10,4 % en Espagne (après +0,7 %).



Source : Eurostat

Face à l'ampleur de la crise, la Banque Centrale européenne a adapté sa politique monétaire et bancaire avec, entre autres, des mesures pour soutenir les emprunts (programmes d'achats d'actifs, augmentation des fonds mis à disposition des banques, maintien des taux d'intérêt à des niveaux très bas...).

Le soutien budgétaire de l'Union européenne est venu renforcer ces mesures avec des dispositifs mis en place au printemps (financement du chômage partiel, fonds de garantie de la Banque européenne d'investissement...) et l'adoption en juillet d'un plan de relance (750 milliards d'euros). Compte tenu des délais et étapes politiques, législatives et administratives pour valider les plans nationaux, les Etats membres pourraient percevoir les fonds à partir de 2021.

Un recul sans précédent de l'économie française

En France, le PIB a diminué de 8,2 % en moyenne annuelle en 2020 (après +1,5 % en 2019), un recul sans précédent dû à des fluctuations économiques de grande ampleur dans le courant de l'année et à une contraction généralisée de toutes ses composantes.

La récession au premier semestre (-5,9 % au premier trimestre par rapport au précédent et de -13,7 % au deuxième) a résulté du confinement mis en place au printemps (de mi-mars à mai) entraînant la fermeture des commerces et la mise à l'arrêt de nombreux secteurs de l'économie, notamment les activités de services et la construction.

Au troisième trimestre 2020, l'allègement des mesures sanitaires et la réouverture des commerces ont permis un rebond mécanique de la consommation de biens et une reprise de l'investissement grâce notamment au redémarrage des chantiers, entraînant une progression du PIB (+18,5 % sur la période).

Mais la reprise est inégale selon les secteurs, et les nouvelles restrictions suite à la deuxième vague épidémique ont de nouveau affaibli l'activité (-1,3 % sur le quatrième trimestre). L'impact sur l'économie a été minimisé par rapport au printemps grâce au maintien des activités de commerce de marchandises, à l'adaptation des dispositifs de télétravail et de sécurité sanitaire sur site et à la continuité scolaire limitant l'absence de personnel.

Au global, la demande intérieure a nettement décroché, contribuant en moyenne pour plus de -7 points de PIB, avec des contractions significatives de la consommation des ménages (-7 % par rapport à 2019 après +1,5 %), des dépenses publiques (-3,1 % après +1,7 %) et de l'investissement total (-10,3 % après +4,3 %).

Dès le mois de mars, l'État a pris des mesures de soutien, jouant un rôle d'amortisseur majeur pour les acteurs économiques avec des dispositifs d'urgence (chômage partiel et aux accords d'activité partielle longue durée, prêts garantis par l'État...) dont certains ont été prolongés en novembre. L'effet de ces mesures d'urgence sur les finances publiques est important avec un déficit public à 9,2 % du PIB en 2020 et une dette publique à 116 % du PIB.

La dégradation des échanges commerciaux s'est traduite par une contribution négative à la croissance de 1,5 point en 2020. En particulier, le déficit commercial des échanges de marchandises s'est creusé (-65,2 milliards d'euros) à la suite d'un net repli des exportations (-15,9 % en 2020) supérieur à celui des importations (-13 %). L'allègement de la facture énergétique lié à la contraction des cours du pétrole et à la chute des achats n'a par ailleurs pas suffi pour limiter la contraction du solde manufacturier (-57,5 milliards d'euros).

Seules les exportations de produits pharmaceutiques ont progressé en 2020 (+4,7 %). A l'opposé, les livraisons aéronautiques se sont effondrées de près de moitié par rapport à 2019 (-45,5 %) et celles de produits automobiles ont aussi fortement baissé (-18,7 %). Le secteur agroalimentaire a mieux résisté affichant un repli plus faible de ses exportations (-4,3 %) porté essentiellement par les boissons.

A l'importation, l'affaiblissement de la demande intérieure a entraîné un fort repli des importations qui masque cependant la hausse des importations de produits liés à la crise sanitaire. En particulier, les importations de masques de protection ont fortement augmenté (d'un montant de 412 millions en 2019 à 5,9 milliards d'euros en 2020) et celles de produits pharmaceutiques de plus de 10 %. Pour les autres produits manufacturés, le recul général des achats est principalement tiré par l'aéronautique et l'automobile. Finalement, le solde du secteur aéronautique et spatial a baissé de près de la moitié (16,8 milliards d'euros après 31,1 milliards d'euros en 2019) quand celui du secteur automobile restait proche de son déficit de 2019 (-15,4 milliards d'euros).

Les échanges se sont détériorés avec tous les pays, suivant en cela la diffusion de la pandémie et les mesures prises localement pour l'endiguer. Le déficit avec l'Union européenne, le principal marché de la France pour près de 54 % de ses exportations, s'est légèrement aggravé (-45,9 milliards d'euros) du fait d'une contraction plus forte des exportations.

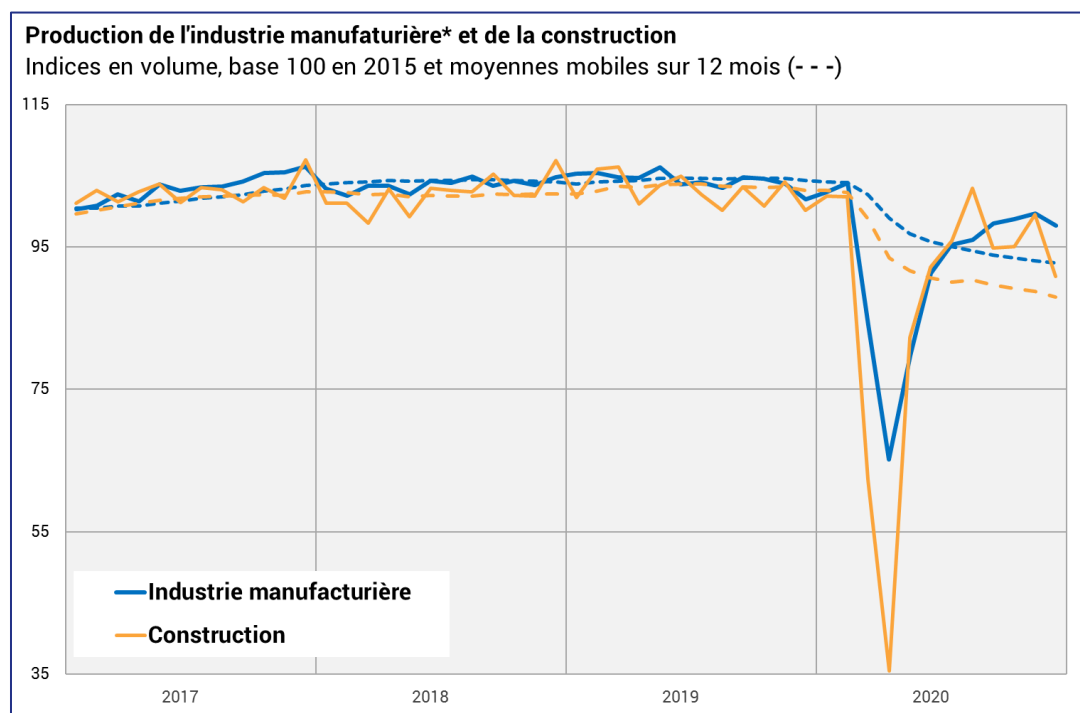
Les échanges avec les Etats-Unis se sont dégradés à cause notamment des mauvaises performances du secteur aéronautique. L'excédent commercial global a diminué avec un repli des exportations supérieur à la baisse des importations.

Le déficit des échanges commerciaux avec la Chine qui est sortie la première de son confinement a également grandi (à près de -39 milliards d'euros), le pays fournissant massivement la France en produits pour lutter contre l'épidémie ou pour répondre à une demande non satisfaite du fait des arrêts en France.

Les services, plus exposés aux mesures de restriction, ont été plus affectés que l'industrie même si cette dernière a aussi été fortement marquée au printemps.

L'arrêt quasi-total de l'activité de plusieurs secteurs au premier confinement a provoqué une chute de plus de 37 % de la production manufacturière entre février et avril 2020. Outre le choc de demande, elle a été confrontée à l'absence de personnel et à des problèmes d'approvisionnements et de logistique.

Même si la situation est très contrastée selon les activités et le calendrier, l'industrie et la construction se sont progressivement adaptées et ont intégré les protocoles sanitaires pour assurer la continuité de l'activité en France.



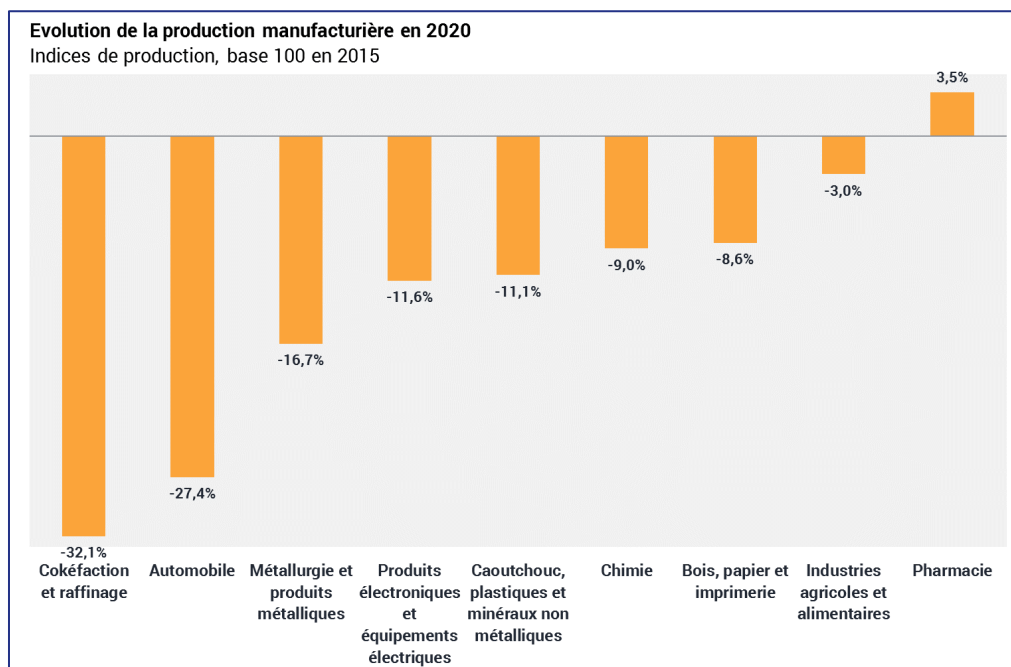
Source : Insee, * y compris IAA (hors énergie et construction)

Dès la sortie du confinement en mai, la production a nettement rebondi avant de ralentir voire de diminuer légèrement en décembre en raison du second confinement (+22,6 % au troisième trimestre et +2,4 % au quatrième trimestre par rapport au trimestre précédent).

En fin d'année, la production manufacturière avait ainsi dépassé son niveau pré-crise (+2 % par rapport au premier trimestre 2020), mais elle a enregistré un repli record de 11,1 % en moyenne annuelle dû à la chute du printemps (après +0,6 % en 2019).

A la suite d'un arrêt quasi complet au printemps (93 % des chantiers arrêtés fin mars), le secteur de la construction s'est également redressé en deuxième partie de l'année en mettant en place les mesures de protections sanitaires sur les chantiers. Il a retrouvé son niveau d'avant-crise en septembre 2020, grâce à des carnets de commandes bien remplis dans le logement neuf et aux travaux de rénovation, notamment énergétique. Au final, la construction a baissé de 14,5 % en volume en 2020 (après +0,5 % en 2019).

Ce bilan industriel masque une grande hétérogénéité entre les secteurs, l'industrie pharmaceutique et l'agroalimentaire figurant parmi les plus résistants (évolution respective en volume de +3,5 % et de -3 % en 2020). Face à l'afflux de malades au printemps, certaines usines pharmaceutiques ont dû renforcer leurs cadences pour livrer des médicaments, notamment ceux utilisés en anesthésie. Le maintien des commerces alimentaires ouverts lors de la première période de confinement et le transfert de la restauration collective au domicile ont en partie réduit l'impact de la fermeture des restaurants, bars et cantines.



Source : Insee

A l'inverse, face à la chute du trafic aérien, la production aéronautique a adapté ses livraisons et ses plans de production, pour enregistrer un repli historique de -32 % en volume sur l'année. Le secteur en France a été particulièrement touchée comparativement à ses partenaires européens, du fait de sa spécialisation dans la fabrication de modèles long-courriers qui ont été moins demandés, et de l'arrêt de la production d'un modèle de Boeing dont dépendaient des sous-traitants en France.

La réduction des déplacements a fait chuter la consommation de carburants et donc le secteur du raffinage.

Quant à l'industrie automobile, elle a cumulé sur le premier semestre l'impact de la crise sanitaire sur la demande et l'arrêt de production de certains modèles en France. Malgré une remontée des volumes au deuxième semestre (+57 % par rapport au premier), les niveaux sont restés bas en moyenne annuelle.

Une année 2020 difficile pour le Royaume-Uni, entre le Brexit et la crise sanitaire

Pendant l'année de transition avant la sortie effective de l'Union européenne, le Royaume-Uni a été sévèrement touché par l'épidémie de Covid-19, affichant une chute historique de son économie (-9,8 % en 2020) et l'un des taux de mortalité les plus élevés d'Europe.

Instaurant un confinement plus tardivement mais aussi plus long au printemps, l'économie britannique s'est particulièrement contractée aux premiers stades de la pandémie (-2,5 % au premier trimestre et -19,5 % au deuxième en variations trimestrielles) avant de connaître un rebond significatif au troisième trimestre (+17 %). Sur la fin de l'année, elle a résisté avec le début de la vaccination et malgré la mise en place d'un deuxième confinement à la suite de la mutation du virus.

Sur cette dernière période, la consommation des ménages s'est de nouveau aggravée quand les dépenses publiques, les investissements ou encore les échanges extérieurs ont augmenté. Cette relative résilience a fait écho en partie à l'approche de l'échéance de sortie de l'Union européenne au 1^{er} janvier 2021, les entreprises constituant à nouveau des stocks par des importations en parallèle d'une reprise mondiale. A noter toutefois que les incertitudes cumulées du Brexit et de la crise économique ont fait plier l'investissement productif de près de 16 % sur 2020.

Dès les premiers signes de la crise sanitaire en mars 2020, la Banque d'Angleterre a assoupli sa politique monétaire (baisse du taux directeur à 0,1 %, programme élargi de rachats d'actifs) avec une adaptation ou un renforcement des mesures dans le courant de l'année.

En complément, le gouvernement a adopté des mesures budgétaires pour contrer les effets de la pandémie mais aussi atténuer l'attentisme lié au Brexit, notamment sur l'investissement. Comme dans les autres pays, on retrouve des dispositifs de chômage partiel et de protection sociale renforcée, des reports de charges, des prêts garantis par l'Etat et un accroissement de la dépense publique.

Enfin, le 24 décembre 2020, un accord commercial et de coopération a été arrêté entre le Royaume-Uni et l'Union européenne, évitant l'instauration de barrières tarifaires et de quotas sur les échanges de biens et services entre les deux zones. Toutefois, les entreprises auront des charges administratives supplémentaires et des processus frontaliers plus longs en raison des contrôles douaniers et réglementaires.

Un double choc d'offre et de demande pour l'industrie et les services

Les mesures prises par les gouvernements dans la plupart des pays pour endiguer la propagation de l'épidémie dont le confinement total sur le premier semestre 2020, ont provoqué un choc sur l'offre et sur la demande de produits et de services.

Pendant cette période, les entreprises ont été confrontées à des difficultés de personnel sur site, mais aussi à des ruptures de chaînes d'approvisionnement en intrants et en produits intermédiaires.

Du côté de la demande, la consommation des ménages et plus largement des acteurs économiques a stoppé brutalement pour de nombreux produits et services à cause des mesures de restrictions de mobilité.

Une grande hétérogénéité est apparue dans les évolutions des secteurs économiques, les activités de services (hôtellerie, restauration, tourisme, transports, loisirs, culture, etc.) avec davantage d'interactions sociales ayant été plus affectées relativement à l'industrie et à la construction qui ont pu adapter plus facilement leurs modes de production.

Au global, l'industrie mondiale aurait chuté de 5,4 % en volume en 2020, particulièrement marquée par les restrictions sur la première moitié. Mais grâce à la reprise de l'activité en Chine, la production industrielle mondiale a retrouvé son niveau d'activité pré-Covid dès le mois de novembre 2020.

Au sein de l'industrie, des disparités importantes sont également apparues entre les activités liées à la mobilité et celles liées à la santé, l'hygiène et l'alimentation.

La limitation des déplacements de loisirs et professionnels au niveau mondial a paralysé le trafic aérien en 2020 (-60 % par rapport à 2019), et par conséquent, le secteur de la construction aéronautique. La filière a dû s'adapter en réduisant considérablement les cadences de production d'avions. Le constructeur européen aurait en particulier réduit d'un tiers sa production. Quant à Boeing, déjà à la peine sur les livraisons de son modèle 787X, il a accusé un nouveau recul en 2020. Des niches subsistent comme les avions d'affaires ou encore la défense et le transport de marchandises qui a repris dans le sillage du rebond au deuxième semestre.

Le secteur automobile mondial a aussi été fortement pénalisé par la crise sanitaire en 2020, (-16 % en 2020 après -5,2 % en 2019) avec la fermeture de nombreuses usines et de la contraction de la demande (reports d'achat, fermetures des concessions...). En Chine, le premier marché de l'automobile au monde, la baisse des ventes a été significative au premier trimestre (de plus de 40 % par rapport à la même période de 2019), mais la réouverture des usines en mars a permis de relancer l'activité sur un rythme plus soutenu.

En Europe et aux Etats-Unis, la demande et la production de l'automobile se sont redressées au deuxième semestre avec la levée des confinements. La transformation du secteur vers des motorisations électriques a contribué au rattrapage avec les aides publiques accordées dans les plans de relance, en Chine, en Europe et aux États-Unis. Dans les pays développés, la dynamique de rebond a toutefois été freinée en fin d'année par la dégradation sanitaire et l'apparition de difficultés sur les approvisionnements en intrants, notamment en semi-conducteurs.

Au total en 2020, la production automobile a baissé de 2 % en Chine contre des replis de près de -22 % en Europe et de -19 % aux Etats-Unis. Le nombre d'immatriculations dans les différentes régions a suivi les mêmes tendances : -2 % en Chine, -20 % en Europe et -15 % aux Etats-Unis.

Le secteur du bâtiment a été touché par les mesures de confinement au premier semestre 2020 avec la fermeture de nombreux chantiers. La mise en place des protocoles sanitaires a permis une réouverture progressive et partielle selon les régions et selon les secteurs de la construction. Cette reprise a été soutenue par les bas niveaux des taux d'intérêt et par les plans de relance.

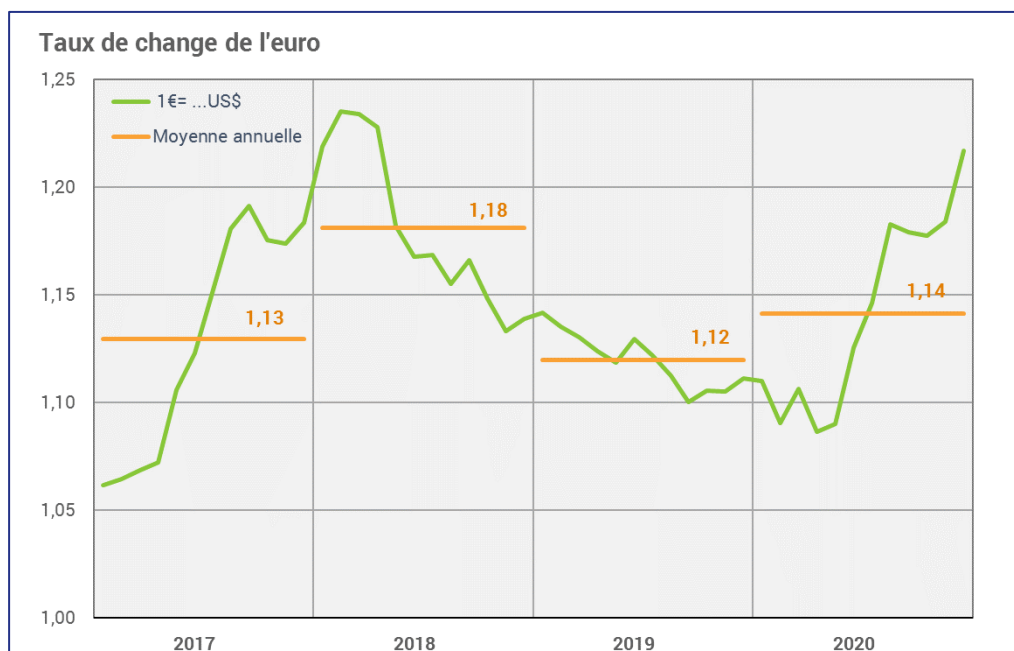
En Europe, le choc d'offre de l'activité s'est traduit par un repli de la production (-4,6 % en volume) avec de fortes disparités entre une hausse en Allemagne (+3,3 %) et des récessions significatives dans les principaux pays (-14,5 % en France, -12 % en Espagne et -8 % en Italie). Les différences de protocoles sanitaires et de durées du premier confinement expliquent en partie ces écarts.

Retour de l'euro à un point haut face au dollar

En baisse depuis le début 2018, le taux de change de l'euro vis-à-vis du dollar s'est stabilisé à 1,10 dollar sur les premiers mois de l'année 2020 avant de s'apprécier de mai à la fin de l'année. Il s'est échangé à 1,22 dollar en décembre 2020, soit une hausse de 10 % par rapport à janvier, et a gagné près de 2 % en moyenne sur l'année (après -5,2 % en 2019). Vis-à-vis de l'ensemble des devises, le taux de change effectif nominal de l'euro a augmenté de 3,8 % (après -1,9 % en 2019), la monnaie unique s'appréciant également face aux devises émergentes. Cette hausse a pu peser sur le commerce extérieur de la France avec un renchérissement de ses exportations vers les pays tiers.

Face à la propagation de l'épidémie de part et d'autre de l'Atlantique, les banques centrales respectives ont pris des mesures de politique monétaire en accompagnement des plans de soutien et de relance de l'économie.

Dans ce contexte, la convergence des taux d'intérêt entre la zone euro et les Etats-Unis et les politiques monétaires ont été déterminantes dans l'évolution du taux de change de l'euro porté notamment par une orientation plus favorable à la zone euro sur la deuxième partie de l'année.



Source : Banque de France

L'issue toujours incertaine des négociations commerciales liées au *Brexit* a également renforcé l'euro vis-à-vis de la livre sterling (+1,4 % en 2020 après -0,9 %) avec de plus une dégradation des perspectives de croissance plus forte au Royaume-Uni.

La tendance à la dépréciation du dollar s'est aussi généralisée à d'autres devises des économies développées (Japon) et émergentes. En particulier, les devises asiatiques ont été les plus performantes, avec une appréciation du yuan chinois de 6,5 % vis-à-vis du dollar en 2020.

Effondrement des cours du pétrole sur fond de récession mondiale

La crise sanitaire liée au Covid-19 a fait chuter la demande pétrolière mondiale (-6 % au premier trimestre 2020 et -17 % au deuxième par rapport au niveau moyen de 2019) en conséquence des mesures de restriction de mobilité adoptées dans la plupart des pays et qui ont paralysé les activités de transport. La fin des confinements au deuxième semestre et le rebond de l'économie chinoise ont permis de limiter la baisse de la demande. En moyenne sur l'année, le recul de la demande pétrolière a été 8,8 millions de barils par jour à 91 millions de barils par jour.

Au plus fort de la crise et dans un contexte d'offre surabondante, le cours du pétrole brut (mer du Nord) a été divisé par trois entre janvier et avril pour atteindre 18,5 \$ le baril en avril, un plus bas depuis l'été 1999.

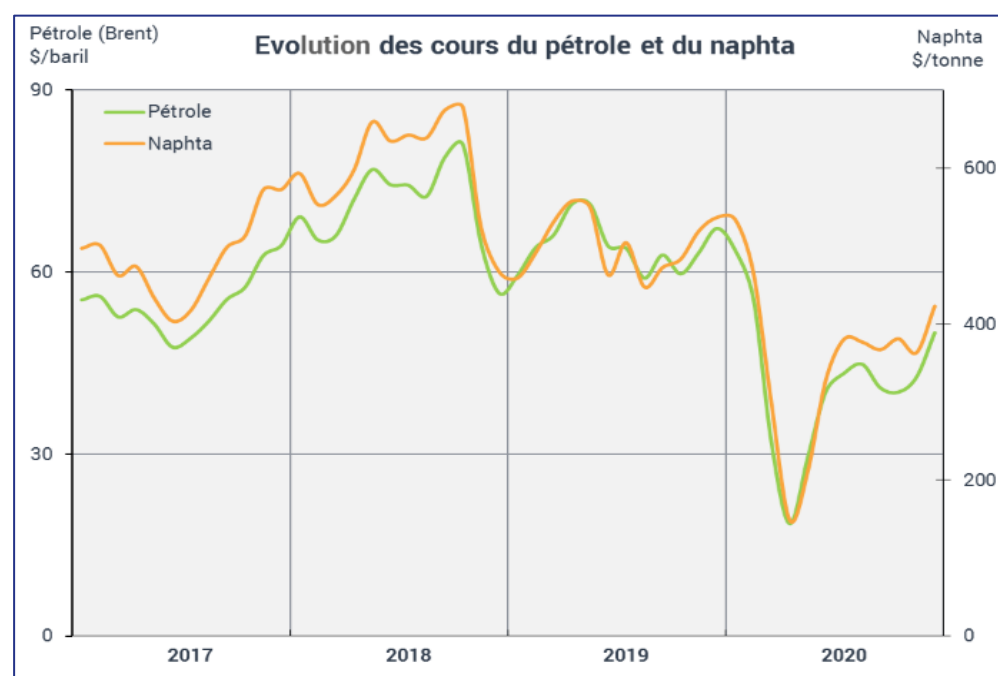
Pour limiter la chute des cours, les pays producteurs de l'OPEP+ ont décidé à partir du mois de mai de réduire leur production (d'environ 10 millions de barils par jour, soit 10 % de la production mondiale).

Soutenus par ces coupes et par le rebond de la demande mondiale, les cours sont nettement remontés (+142 % d'avril à août) avant un nouveau ralentissement à l'automne dû à un nouveau décrochage de la demande mondiale, hormis en Chine.

Au total, le cours du Brent a chuté de 35,1 % en dollar en moyenne en 2020 et de 21,4 % entre le début et la fin d'année.

	2017	2018	2019	2020
Pétrole, \$/baril	55	71,0	64,3	41,8
<i>Evolution annuelle</i>	23,9%	29,4%	-9,3%	-35,1%
Naphta, \$/tonne	483,4	602,1	501,1	356,4
<i>Evolution annuelle</i>	26,1%	24,5%	-16,8%	-28,9%

Source : Insee

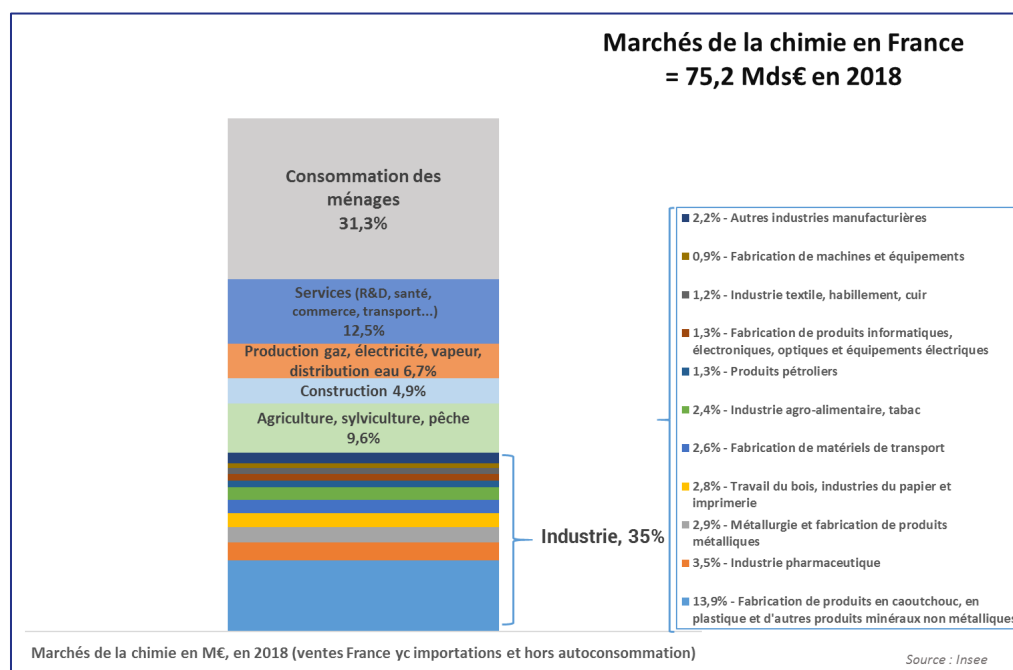


Source : Insee

Parmi les autres matières premières, les cours des métaux ont touché des points bas au printemps pour ensuite rebondir. Les prix du cuivre, du nickel, de l'aluminium et du zinc ont ainsi progressé de plus de 30 % entre juin et novembre, tirés par la forte reprise de la demande mondiale, en particulier chinoise, et par une offre minière réduite du fait des contraintes sanitaires.

La chimie en France et sa place dans le monde

Constituée principalement de PME-ETI, la chimie en France s'appuie sur un ensemble d'activités organisées en chaînes de valeur qui transforment les matières premières en utilisant différentes sources d'énergie afin de produire des produits intermédiaires et finis. Au-delà de sa contribution directe à l'économie en termes de créations de richesses et d'emplois, la diversité de ses produits lui permet d'alimenter l'ensemble des activités économiques, de l'industrie à la consommation des ménages en passant par les marchés agricoles et les services.



Source : Insee

Avec près de 3 000 entreprises et plus de 168 000 salariés en France, la chimie a pu quasiment stabiliser ses effectifs totaux (production, recherche et sièges sociaux) en 2020. Mais son chiffre d'affaires a diminué à environ 68 milliards d'euros en raison de la crise sanitaire.

Malgré la contraction de ses échanges extérieurs, elle est restée le deuxième solde commercial positif de l'industrie manufacturière (après la construction aéronautique et spatiale) et est repassée en tête des secteurs exportateurs (devant l'agroalimentaire et la construction aéronautique et spatiale).

Signe de sa résistance, la part de ses exportations dans le total de l'industrie manufacturière est montée à 14,4 % en 2020, son plus haut niveau depuis dix ans. La chimie continue ainsi de se positionner comme l'un des principaux moteurs des exportations industrielles, avec la construction aéronautique et spatiale (représentant respectivement en moyenne sur les dix dernières années 13,5 % et 12 % des exportations de l'industrie).

En recherche et développement, la chimie occupe toujours la quatrième position des secteurs de l'industrie manufacturière, réalisant 8 % de l'ensemble de la dépense de recherche et développement en 2018 (dernière année disponible). Pour cela, elle s'appuie sur un effectif en hausse, notamment en chercheurs (+6,5 % sur un an).

CHIFFRES-CLES CHIMIE FRANCE*	Niveaux 2020 / Evolutions annuelles
Chiffre d'affaires**	68,4 Mds€ / -15%
Production (volume)	-8%
Exportations	56,7 Mds€ / -8,9%
Importations	47,1 Mds€ / -6,6%
Balance commerciale	9,6 Mds€ / -2,2 Mds€
Marché intérieur	58,8 Mds€ / -15%
Investissements**	3,2 Mds€ / -20%
Effectif** Branche Chimie (effectif des entreprises qui appliquent la Convention Collective Nationale des Industries Chimiques)	220 100 / +0,8%
Effectif** (effectif des activités de production, sièges sociaux, R&D)	1 68 420 / -0,2%

* chimie y compris chimie fine pharmaceutique

Sources : Insee, Douane, Acoss, **estimations France Chimie

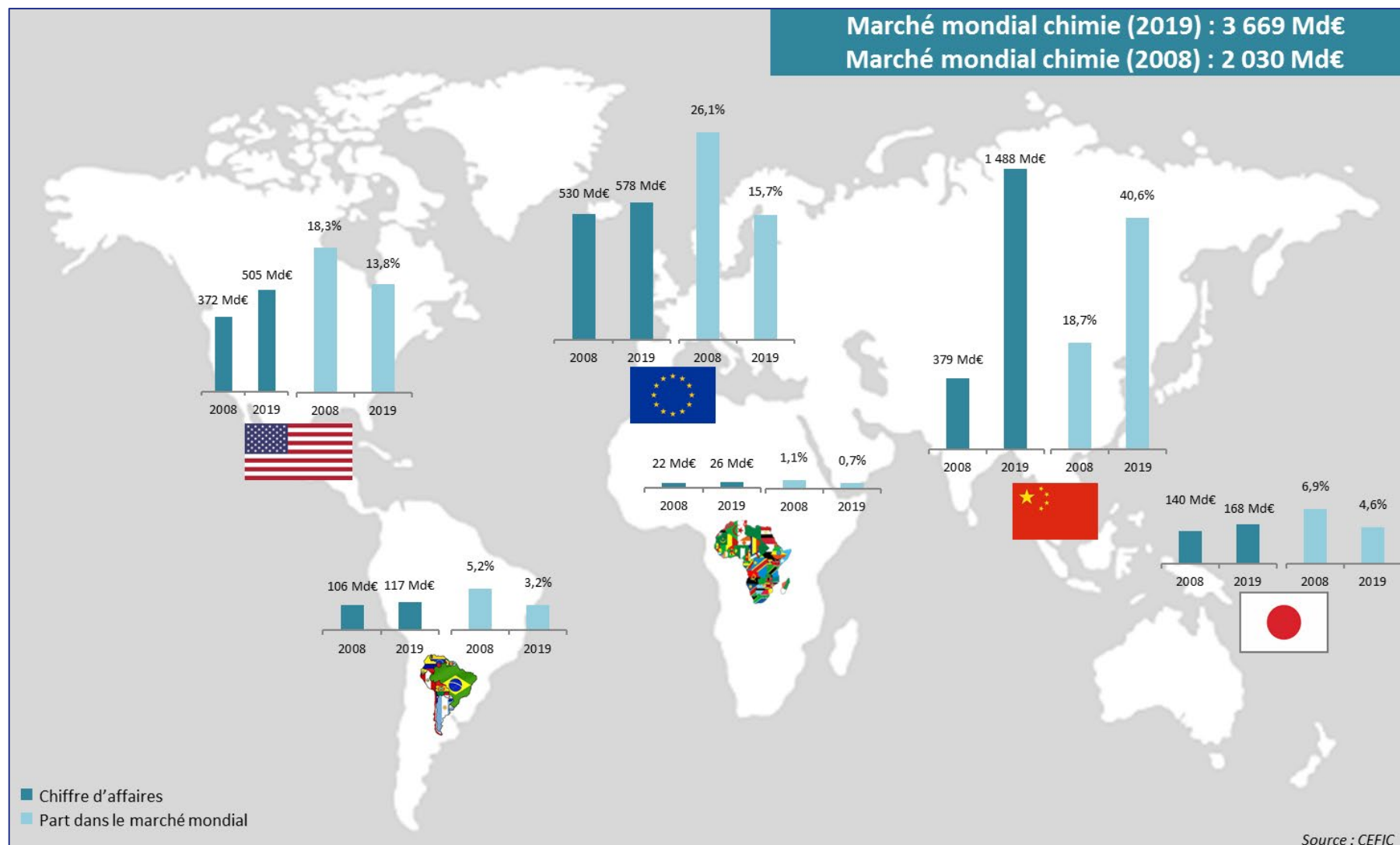
La chimie en France, 2^e producteur européen et 7^e mondial

Selon les dernières données du Cefic, le chiffre d'affaires de la chimie mondiale a atteint près de 3 700 milliards d'euros en 2019, en hausse pour la troisième année consécutive (+4 % en valeur en moyenne par an).

Alors que des tensions autour des politiques commerciales pesaient sur l'économie mondiale, la croissance de la chimie a surtout été tirée par la Chine (+10 % en valeur) et les Etats-Unis (+8,4 %). L'évolution en Chine est en partie liée à un effet de rattrapage après des fermetures en 2017 de sites non conformes à une nouvelle politique environnementale.

Au sein de l'Union européenne, les deux premiers producteurs sont l'Allemagne et la France devant l'Italie et le Royaume-Uni. La zone communautaire a pour sa part été touchée par le ralentissement conjoncturel conduisant à un repli de ses ventes de 1,2 % en 2019. Outre un environnement économique moins porteur, elle a été impactée par les inquiétudes d'une sortie du Royaume-Uni de l'Union sans accord.

PANORAMA DE L'INDUSTRIE CHIMIQUE MONDIALE, 2008-2019, VENTES PAR REGION ET PARTS DE MARCHÉ



La production de la chimie en France

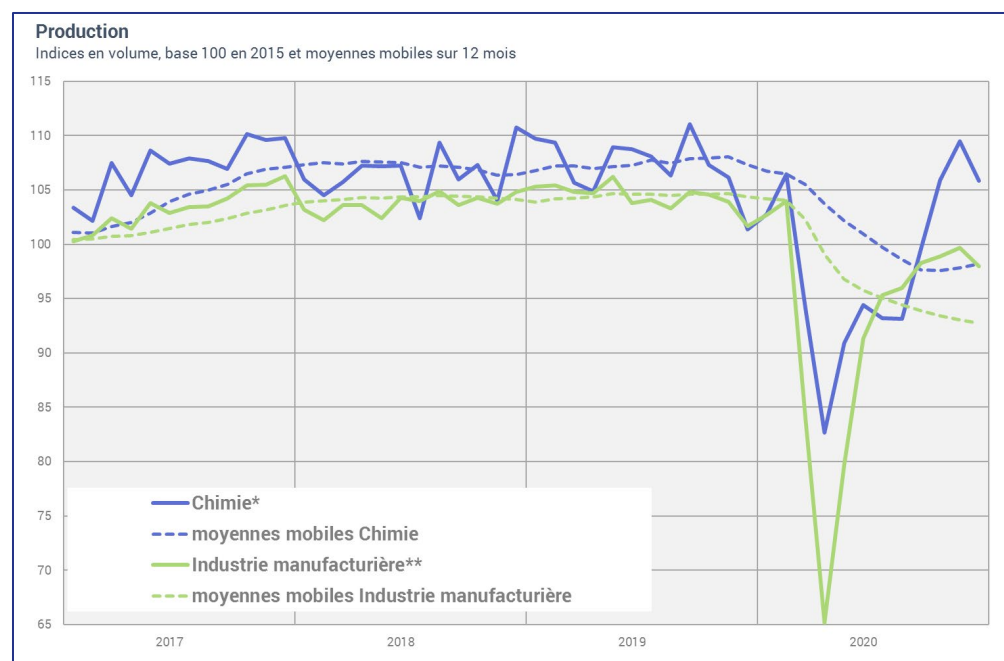
Alors que la crise Covid-19 apparaissait en Chine fin décembre 2019 et se propageait à l'ensemble des pays début 2020, la chimie en France a fait preuve de résilience grâce à sa contribution aux activités jugées essentielles pendant la pandémie telles que la santé, l'agro-alimentaire, l'hygiène ou encore l'emballage. Mais elle a aussi souffert du choc de demande pour d'autres débouchés majeurs comme les matériels de transports et la consommation des ménages.

Dans ce contexte globalement défavorable, le développement de la chimie a été très dépendant de celui de ses marchés aval, notamment dans les phases de rebond sur le marché domestique et à l'international. En moyenne annuelle, la production chimique en France s'est contractée de -8 % par rapport à 2019 (après +0,8 %) avec des évolutions très contrastées selon les secteurs et les marchés.

Une reprise dynamique sur la deuxième partie de l'année 2020 après une chute significative au deuxième trimestre

L'apparition de l'épidémie de Covid-19 en Chine fin décembre 2019 et la mise en place de mesures sanitaires localement ont provoqué un premier choc externe sur la chimie en France, avec notamment des contraintes sur ses approvisionnements.

La diffusion rapide de l'épidémie en Europe et l'instauration des mesures de restrictions dans les différents pays dont la France ont affecté directement les activités de la chimie en France, paralysant à la fois l'offre et la demande de pans entiers de l'économie sur les marchés domestique et européen pendant presque deux mois.



Source : Insee. * yc produits pharmaceutiques de base hors fibres, ** yc IAA hors énergie et construction

Le premier confinement du printemps n'a pas épargné les entreprises de la chimie avec des effets transitoires de pénurie de main-d'œuvre sur sites, désorganisant dans un premier temps les processus de production, les transports de marchandises et les opérations de maintenance chez les sous-traitants. En volume, la production chimique a en conséquence plongé de plus de 22 % en avril par rapport à février et de 11,7 % sur le deuxième trimestre par rapport au précédent (après -3,6 % au premier). Cette évolution a toutefois masqué une grande hétérogénéité entre les activités.

Certaines ont en effet été plus résilientes car fortement sollicitées pour délivrer les produits indispensables à la santé, à l'hygiène, à l'agro-alimentaire, à l'emballage ou encore aux services vitaux. A l'inverse, d'autres secteurs ont subi l'effondrement de la demande - domestique et à l'exportation - subissant les restrictions de mobilité et les fermetures de commerces : les parfums et produits cosmétiques, les spécialités chimiques liées à l'automobile, l'aéronautique et la construction ou encore les produits pour la consommation et les loisirs.

Avec la levée progressive des mesures de restrictions sanitaires, les volumes de production chimique ont pu augmenter (+6,7 % au troisième trimestre par rapport au précédent) profitant en particulier de l'amélioration des principaux marchés industriels et de la construction.

Sur le dernier trimestre, alors qu'une seconde vague épidémique apparaissait dans plusieurs pays, la reprise s'est maintenue conduisant à une nouvelle accélération de l'activité chimique (+12,3 % en variation trimestrielle).

En moyenne annuelle, la production de la chimie s'est néanmoins fortement repliée (-8 % après +0,8 % en 2019). Malgré une légère inflexion en fin d'année et grâce à sa dynamique de rebond, elle est parvenue à dépasser en décembre de 4 % son niveau de janvier.

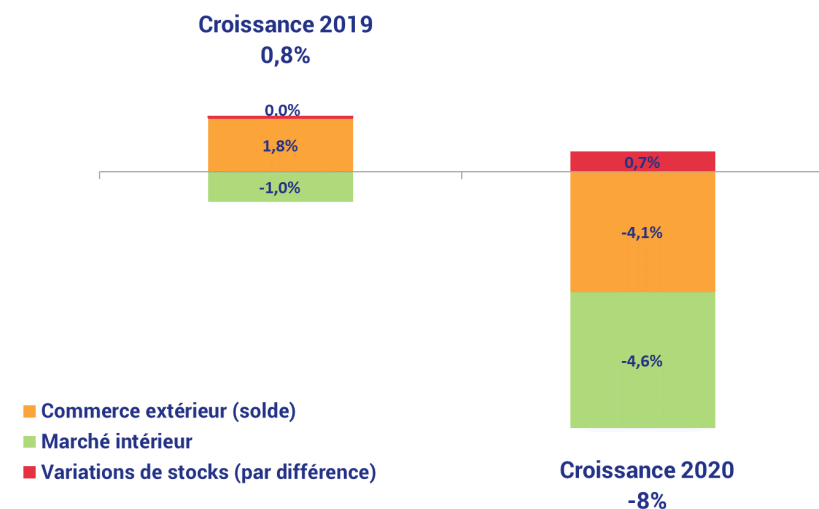
Un choc de demande sur tous les marchés de la chimie, domestique et à l'export

L'ampleur de la crise sanitaire a provoqué un choc mondial touchant à la fois le marché intérieur et les marchés extérieurs de la chimie. Après quatre années consécutives de croissance, le commerce extérieur n'a pas joué son rôle moteur en 2020, affichant une contribution négative de plus de 4 points à la croissance de la chimie.

Malgré des débouchés résilients, la contraction de la demande industrielle et de la consommation des ménages en France a entraîné une diminution du marché intérieur de la chimie (-5 % en volume après -1,2 % en 2019). Il a contribué à hauteur de -4,6 points de croissance (après -1 point en 2019).

En complément, la variation des stocks a apporté une contribution positive (+0,7 point de croissance). Après l'écoulement des stocks de produits en sortie de premier confinement, un mouvement de restockage a pu s'opérer mais il a été relativement faible au regard des carnets de commandes peu garnis à l'automne maintenant les stocks à un niveau bas en fin d'année.

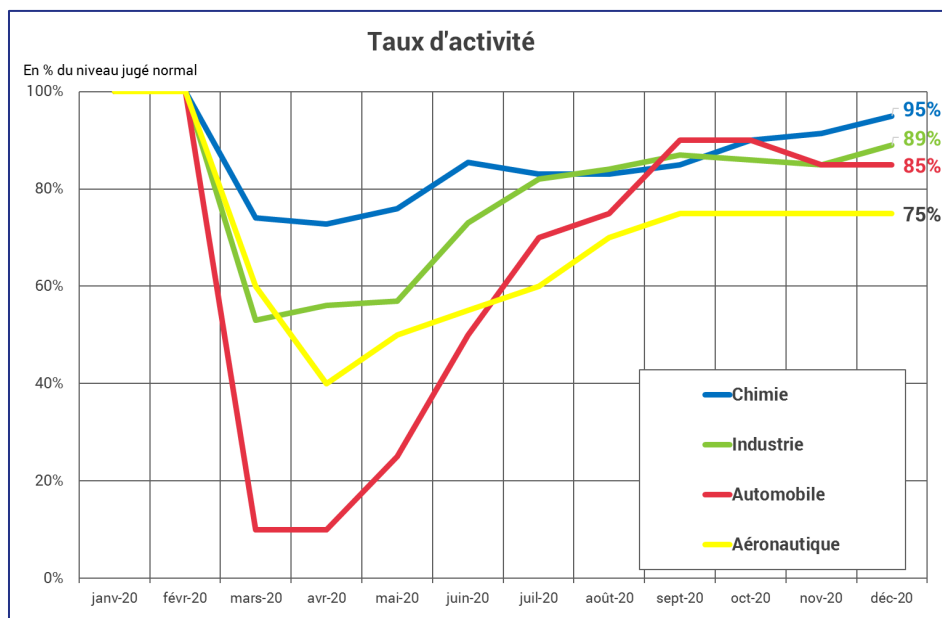
Contribution des composantes à la croissance de la chimie en France



Sources : Insee, Douane, estimation France Chimie

Un taux d'activité supérieur à l'industrie en France

Au travers de sa contribution nécessaire à l'économie, la chimie a mieux résisté au plus fort de la crise, affichant un taux d'activité supérieur à la moyenne de l'industrie manufacturière : proche de 75 % en avril contre 56 % pour toute l'industrie dont 10 % dans l'automobile et 40 % dans l'aéronautique.



Sources : Banque de France, Insee, Baromètre France Chimie, Baromètre Medef

Un impact de la crise plus marqué en France qu'en Europe

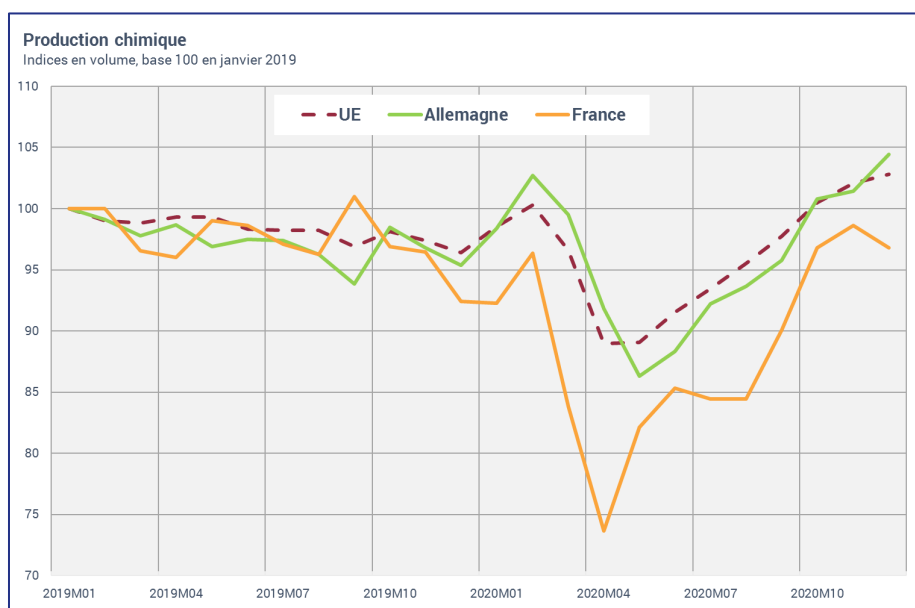
Au sein de l'Europe, alors que la chimie en France affichait une tendance de croissance plus dynamique sur la dernière décennie (+1,9 % par an comparativement à +0,4 % par an pour l'Union européenne), son activité a été davantage marquée par la crise sanitaire que la moyenne européenne, en particulier l'Allemagne.

Production chimique Évolution annuelle, indices de production base 100 = 2015	2018	2019	2020
UE (hors R-U)	-0,5%	-1,2%	-1,9%
Allemagne	-2,2%	-3,1%	-1,1%
France*	-1,3%	0,1%	-9,0%
Italie	0,4%	0,4%	-7,7%
Espagne	0,8%	0,0%	-2,2%

Source : Eurostat, * périmètre chimie (Nace 20 hors chimie fine pharmaceutique)

Outre des différences de calendrier et d'intensité dans les restrictions sanitaires mises en place dans chacun des pays, les écarts entre les activités chimiques peuvent s'expliquer par le positionnement sectoriel de la chimie dans ces pays. En particulier, la production chimique en France bénéficie d'une contribution plus importante en valeur ajoutée des parfums et produits cosmétiques qu'en Allemagne. La chute du secteur dépendant de la consommation des ménages et des marchés export a donc plus fortement impacté la chimie en France qu'outre-Rhin.

Par ailleurs, les évolutions des débouchés de la chimie sur les marchés domestiques ont été différentes. En particulier, le secteur de la construction a davantage diminué en France qu'en Allemagne (-14,5 % contre +3,3 %) pénalisant ainsi la demande domestique en produits chimiques de base et en spécialités chimiques (chaîne de valeur chlore-PVC, pétrochimie, matières plastiques, peintures, vernis, colles...).

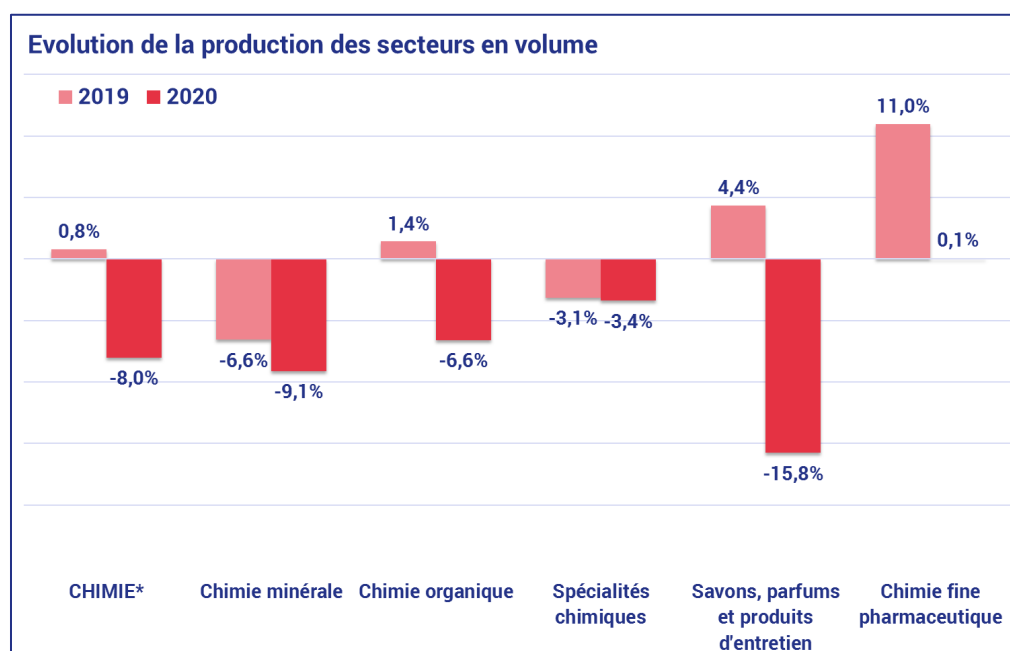


Source : Eurostat

L'écart de la chimie en France avec ses voisins européens a pu toutefois se réduire au deuxième semestre, où elle a enregistré une dynamique de rebond supérieure à celle de ses partenaires. En décembre 2020, elle dépassait, comme les autres pays, son niveau d'activité de janvier 2020.

Contraction de tous les secteurs de la chimie en 2020, hormis la chimie fine pharmaceutique

Les évolutions sectorielles ont résulté de la résistance de certaines activités mais aussi du choc de demande pour d'autres, en particulier pendant le confinement du printemps. Pendant les phases de rebond, la croissance des activités a été très dépendante des rythmes de reprise des marchés aval, en France et à l'international.



Source : Insee

Les activités de la **chimie minérale** et de la **chimie organique** ont été pénalisées par la contraction de leurs multiples marchés conduisant à des replis significatifs en moyenne annuelle.

Les commandes des industries de la pharmacie, de l'énergie, de l'agroalimentaire, de l'électronique ou encore du traitement de l'eau se sont pourtant maintenues voire renforcées pendant la crise, bénéficiant aux sous-secteurs des gaz industriels, des produits organiques et inorganiques de base, des matières plastiques et des engrais, devenus des composantes indispensables pour soutenir l'approvisionnement médical et alimentaire pendant la pandémie.

Mais, d'autres débouchés ont souffert en parallèle de la forte dégradation de la production industrielle (métallurgie, automobile, aéronautique, pétrole et gaz...) et de la construction.

Au dernier trimestre, les productions de la chimie organique et de produits inorganiques ont toutefois sensiblement augmenté (respectivement +20,5 % et +10,2 % sur un trimestre) reflétant la reprise soutenue de l'industrie dont l'automobile et de la construction.

Les volumes des **spécialités chimiques** ont baissé en moyenne sur l'année en raison essentiellement du fort repli du printemps et malgré une reprise progressive au deuxième semestre. Le redressement des marchés de la construction, de l'automobile et du bricolage, ce dernier bénéficiant d'un regain des consommateurs pendant et après les périodes de confinement, a permis à des spécialités comme les peintures, vernis, mastics, produits d'étanchéité et colles, d'amortir le choc de la crise et de stabiliser pour certaines les volumes de production.

A l'inverse, le repli de la demande des parfums et produits cosmétiques a directement pénalisé la fabrication d'huiles essentielles.

Les produits phytopharmaceutiques qui, selon l'Insee, recouvrent aussi les activités de production de produits désinfectants dont le gel hydro-alcoolique, ont enregistré une croissance en 2020 tirée probablement par une production plus importante de ces produits. Celle-ci reste cependant sous-estimée car elle ne tient pas compte des volumes issus de sites ne relevant pas d'autres activités qui auraient exceptionnellement transféré leur fabrication pour faire du gel hydro-alcoolique en période de forte demande.

A l'inverse, les produits phytopharmaceutiques destinés au marché agricole ont connu une année 2020 de légère baisse en volume malgré un marché extérieur soutenu.

La demande de traitements phytopharmaceutiques a en effet diminué en France du fait d'une moindre pression parasitaire mais aussi d'une réduction des surfaces de cultures en lien notamment avec l'interdiction de produits phytopharmaceutiques. De plus, certains sous-secteurs agricoles tels que l'horticulture, les pépinières, la viticulture, la culture de pommes de terre et l'agritourisme ont été impactés par les restrictions de mobilité et les fermetures des points de ventes.

Le bilan 2020 de l'activité des **savons, détergents, parfums et produits cosmétiques** a été marquée par les effets de la crise sanitaire tirant d'un côté la demande en produits d'hygiène et de détergence, et provoquant de l'autre la chute des parfums et cosmétiques.

Selon l'Afise, le syndicat des produits de la détergence, la demande de produits de nettoyage a bondi de 155 % au printemps. Les industriels ont augmenté leur offre de +134 % en quatre mois pour satisfaire le marché. On notera toutefois un impact négatif de la crise sur la détergence industrielle du fait de reports ou d'annulations de prestations sur site pour cause de fermetures d'entreprises industrielles ou de services, en particulier dans la restauration-hôtellerie. En moyenne, la production de savons et produits d'entretien a enregistré une croissance de +6 % en volume.

A l'inverse, la production de parfums et produits de toilette s'est repliée de -18,5 % en volume sur l'année avec un effondrement de 40 % sur la seule période du premier confinement (moyenne mars-avril 2020 par rapport à janvier 2020). Cette chute est due au repli de la consommation des ménages, des professionnels et des touristes étrangers en France et à l'international, avec la réduction du réseau de distribution sur la période (salons de coiffure, instituts de beauté, grandes surfaces, magasins spécialisés et boutiques de duty-free dans les aéroports). Et les ventes en ligne n'ont pu compenser ces fermetures.

La situation a varié selon les produits, certains comme le maquillage, les parfums et produits cosmétiques ressentant une plus forte chute de la consommation avec le confinement, le port du masque et les restrictions sanitaires limitant la vie sociale. A l'opposé, les produits de soins, capillaires, dentaires et d'hygiène corporelle ont mieux résisté.

En sortie du premier confinement, le rebond des dépenses des ménages a tiré la production des parfums et produits de toilette, affichant alors une hausse significative sur le seul mois de mai (plus de 64 % par rapport à avril) et sur l'ensemble du troisième trimestre (+22,2 % par rapport au précédent après -21,9 %). Mais les derniers mois ont à nouveau été pénalisés par le renforcement des mesures de restrictions à peine compensée par la réouverture des magasins avant les fêtes qui sont des périodes de forte activité pour le secteur. Les volumes ont fini l'année en retrait de 10 % par rapport au niveau de janvier 2020.

La **chimie fine pharmaceutique** a été en première ligne pendant la crise sanitaire, affichant une hausse de ses volumes sur le premier semestre (+7,5 % en variation annuelle) en plein choc de demande de la part du marché des médicaments pour des traitements de lutte contre la pandémie. La production s'est ensuite normalisée sur la deuxième partie de l'année sans rattrapage majeur, avec probablement le contrecoup de la diminution des traitements non urgents et d'autres infections plus classiques (rhumes, gastro-entériques...).

Des tensions sur les approvisionnements en principes actifs pharmaceutiques sont réapparues pendant cette crise Covid-19, malgré le mouvement engagé depuis quelques années par les acteurs français et européens pour relocaliser sur le marché intérieur des productions de substances délocalisées en Asie au début des années 2000. Selon le Sicos Biochimie, le syndicat professionnel des acteurs de la chimie fine en France, cette dépendance de la chaîne d'approvisionnement pour la fabrication de médicaments reste élevée avec plus de 74 % des substances provenant d'Asie, Chine et Inde en tête.

Les échanges extérieurs de la chimie

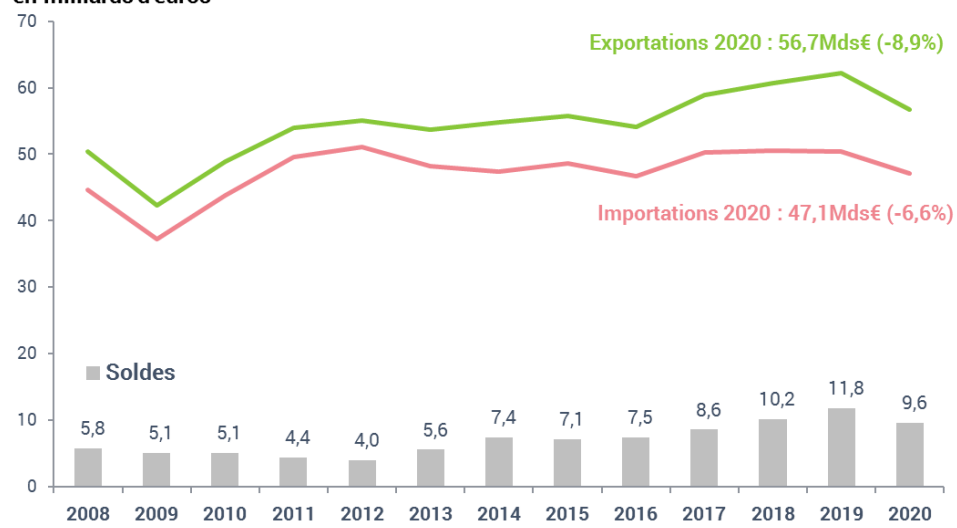
Perturbés par la crise économique et sanitaire, les échanges extérieurs de produits chimiques de la France ont fortement reculé en 2020. La baisse des exportations a été plus forte que pour les importations, conduisant à une réduction de la balance commerciale (-2,2 milliards d'euros). Cette contraction liée en partie au secteur des parfums et produits cosmétiques a été atténuée par la reprise dynamique des échanges sur le deuxième semestre, grâce à la demande asiatique.

Après trois années de croissance soutenue, les **exportations de la chimie** se sont repliées de près de 9 % en valeur en 2020, avec un effet prix important (-3,7 % sur un an) et une chute moindre en volume (-5,4 %). La reprise technique apparue dès la sortie du premier confinement a permis de limiter la contraction des ventes : à partir d'un plus bas niveau en mai (73 % du niveau moyen de 2019), elles ont en effet progressé jusqu'en décembre (+41 % sur la période) pour dépasser le niveau d'avant-crise. En moyenne, les exportations se sont élevées à 56,7 milliards d'euros, plaçant la chimie en tête des secteurs exportateurs devant les industries agroalimentaires (46,7 milliards d'euros) et la construction aéronautique et spatiale (35,2 milliards d'euros).

Les **importations de produits chimiques** ont également reculé mais plus modérément en valeur (-6,6 %) et en volume (-0,7 %) avec des prix en nette contraction (près de -6 %). La reprise des achats extérieurs a été moins significative sur la deuxième partie de l'année en lien avec la faiblesse de la demande intérieure.

Finalement, la **balance commerciale de la chimie** a diminué à 9,6 milliards d'euros après un niveau record en 2019, mais le secteur est resté le deuxième contributeur au solde commercial de l'industrie manufacturière, après la construction aéronautique et spatiale (16,9 milliards d'euros).

Le commerce extérieur de la chimie en milliards d'euros



Source : Douane

Un excédent commercial quasi stable pour la chimie organique

La chimie organique a fortement participé à la baisse des échanges extérieurs de la chimie, derrière les savons, parfums et produits d'entretien : près de -4 points à l'exportation et -4,7 points à l'importation.

L'arrêt de l'activité industrielle et de la construction au printemps en France et en Europe suivi d'une reprise désordonnée et partielle de la demande, a limité les exportations et les importations dans des proportions qui ont toutefois permis de stabiliser le solde au niveau de 2019.

Les différentes familles ont contribué au repli des flux en valeur, mais les variations sont plus contrastées en volume. En particulier, on a enregistré une nette dégradation des échanges de caoutchouc synthétique, à l'exportation comme à l'importation (respectivement -9 % en volume sur un an et -12 %). Ces produits ont été durement touchés par la contraction du secteur automobile et de la construction, qui n'a pu être compensée par les hausses d'autres débouchés utiles dans la lutte contre l'épidémie (gants médicaux notamment).

Les exportations de produits organiques de base ou de matières plastiques ont relativement mieux résisté, avec des baisses respectives de -1,7 % et de -5,3 % en volume. En revanche, les deux familles ont fait face à des importations plus importantes (respectivement +8 % et +2 % en volume). Ces dernières sont probablement venues satisfaire une demande plus soutenue de certaines filières aval, comme la pharmacie, ou insatisfaite en raison de difficultés de production sur le marché domestique. Le secteur des matières plastiques a toutefois dégagé un excédent commercial en hausse quand celui des produits organiques de base était déficitaire.

Des échanges dégradés pour la chimie minérale

La balance commerciale de la chimie minérale est restée déficitaire malgré une baisse significative de ses importations. Quasiment toutes ses composantes ont ressenti la chute des marchés extérieurs au premier semestre et leurs exportations n'ont repris que lentement sur la deuxième partie de l'année. Avec un marché intérieur tout aussi dégradé, les importations ont lourdement chuté hormis pour les gaz industriels. Ces derniers même s'ils sont peu significatifs dans les approvisionnements (0,4 % du total chimie et moins de 3 % de la chimie minérale) ont enregistré une augmentation des importations (+14,4 % en valeur) en réponse aux besoins accrus des secteurs médicaux mais aussi agroalimentaires pendant la crise sanitaire.

Valeurs en millions d'euros	EXPORTATIONS		IMPORTATIONS		SOLDES	
	2020	évolution annuelle	2020	évolution annuelle	2020	2019
Chimie minérale	3 739	-8,1%	5 913	-11,2%	- 2 174	- 2 592
Chimie organique	17 199	-12,5%	16 009	-12,9%	1 190	1 264
Spécialités chimiques	17 181	-3,0%	13 594	-0,6%	3 587	4 037
Savons, parfums, produits d'entretien	15 511	-13,0%	4 967	-6,9%	10 544	12 495
Chimie fine pharmaceutique	3 076	3,3%	6 621	3,7%	- 3 545	- 3 410
CHIMIE	56 706	-8,9%	47 104	-6,6%	9 602	11 794

Source : Douane

Relative résistance des échanges de spécialités chimiques

Les échanges extérieurs de spécialités chimiques ont enregistré des contractions moins fortes au premier semestre, à l'exportation comme à l'importation, et se sont plus rapidement redressées au deuxième semestre. Les exportations ont par ailleurs profité de la bonne tenue des ventes de produits phytopharmaceutiques (+4,8 % en valeur) et de la stabilisation pour les huiles essentielles.

Détérioration des échanges de parfums et produits cosmétiques

Après un niveau record en 2019, la balance commerciale des savons, parfums et produits d'entretien a perdu 2 milliards d'euros en 2020 à 10,5 milliards d'euros, très impactée par la crise sanitaire.

Cette chute a surtout concerné l'activité des parfums et produits cosmétiques en contraction tant à l'exportation (-14,7 % en valeur) qu'à l'importation (-12,1 %) pour afficher un solde à 10,4 milliards d'euros, en repli de 1,9 milliard d'euros sur 2019.

Principalement tournés à l'exportation, les parfums et produits cosmétiques ont souffert d'une forte baisse de la demande sur l'ensemble de leurs marchés, hormis l'Asie où les exportations ont augmenté (+3 % en valeur et +2,6 % en volume). Les ventes ont particulièrement augmenté vers la Chine (plus de 20 %), le premier marché à l'export devant l'Allemagne et les Etats-Unis, ou encore vers le Vietnam (+24 %).

Ces destinations en Asie ont mieux traversé la crise en 2020 et ont un appétit grandissant pour les parfums et produits cosmétiques français avec une hausse du pouvoir d'achat et l'arrivée de consommateurs plus jeunes.

Plus touchés par la crise, les marchés historiques ont subi de forts reculs des ventes depuis la France : -19 % vers l'Union européenne dont -24 % vers l'Allemagne et -15 % vers les Etats-Unis.

En revanche, les échanges extérieurs de savons, produits d'entretien et détergents ont mieux résisté avec une quasi-stabilisation des exportations en valeur (-1 % en volume) grâce à une demande accrue en produits d'hygiène. Dans le même temps, le marché domestique a eu besoin d'importer davantage pour répondre à ses besoins liés à la crise sanitaire (+3 % en valeur et en volume).

Alors qu'elles ont reculé vers l'Union européenne, les exportations ont progressé vers des destinations phares comme le Royaume-Uni (+11 %), l'Amérique dans son ensemble (+10 %) et l'Asie (+3 % dont +16,4 % vers la Chine). Les importations ont augmenté depuis l'Union européenne (+3 % en valeur) qui a compté pour 80 % des approvisionnements totaux ou encore depuis le Royaume-Uni (+1 %). Les achats en Asie sont moins significatifs (1 % du total importé) mais ils se sont sensiblement accrus depuis la Chine (+12 %), l'Indonésie (+95 %) et le Vietnam (+110 %).

Des échanges plus dynamiques pour la chimie fine pharmaceutique en lien avec la crise sanitaire

La croissance de l'industrie pharmaceutique au niveau mondial a tiré la demande en produits pharmaceutiques dont ont bénéficié les activités installées en France avec une hausse des exportations de plus de 3 % en valeur (+4 % en volume par rapport à 2019). Les importations toujours plus importantes ont progressé dans le même ordre de grandeur en valeur mais ont reculé en volume du fait d'un effet prix très négatif (supérieur à -10 %).

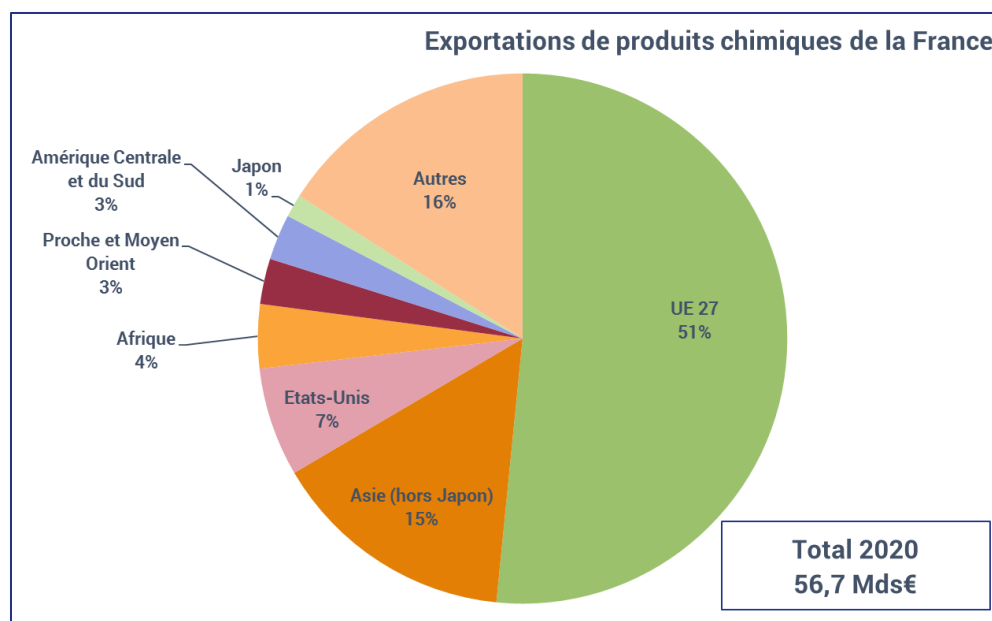
Les échanges de produits pharmaceutiques de base sont restés déficitaires de plus de 3,5 milliards d'euros.

Les importations de produits pharmaceutiques de base proviennent principalement directement depuis les Etats-Unis (16 % des approvisionnements totaux), l'Autriche (14 %) et la Chine (10 %), en sachant qu'une part non négligeable transite également par la Belgique (19 %).

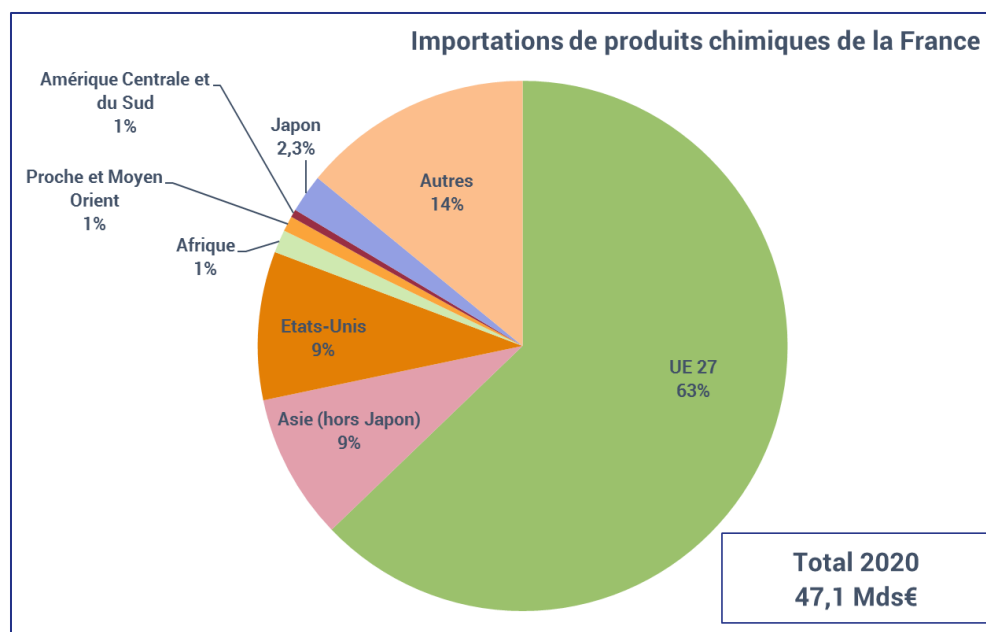
Le marché européen, premier marché de la chimie en France

En 2020, les exportations de produits chimiques ont été principalement dirigées vers l'Union européenne, même si sa part a diminué (51 % des exportations totales contre 60 % en 2019) au profit en particulier de l'Asie, deuxième région cliente (15 % des exportations après 13 % en 2019).

L'Union européenne est également restée la première région d'approvisionnements en produits chimiques, devant l'Asie et les Etats-Unis.



Source : Douane



Source : Douane

Chute des échanges extérieurs avec la majorité des régions, hormis l'Asie

Le commerce extérieur de la chimie de la France s'est davantage dégradé avec **l'Union européenne** qu'avec les pays tiers, les exportations diminuant respectivement de plus de 11 % contre -6,3 % pour les pays tiers et les importations de -8,3 % à comparer à -3,6 % pour les pays tiers.

L'Union européenne a contribué aux deux tiers de la baisse des exportations totales et à 81 % de celle des importations. Les évolutions des flux ont conduit à une détérioration du solde commercial avec l'Union européenne à -341 millions d'euros (après un excédent de 640 millions en 2019).

Les échanges ont particulièrement diminué avec les principaux partenaires européens que sont l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne.

La baisse de la demande de **l'Allemagne**, tant industrielle qu'en biens de consommation, s'est diffusée à l'ensemble des produits chimiques vendus par la France. Les produits chimiques de base qui comptent pour plus de 45 % des ventes vers l'Allemagne ont pesé pour près de la moitié de la contraction des exportations totales, quand celles des savons, parfums et produits d'entretien (-21 % en 2020) participaient pour plus d'un tiers. A l'importation, seuls les flux de produits pharmaceutiques de base ont enregistré une hausse (+7,4 %) en réponse à une demande soutenue de la pharmacie. En revanche, les importations des autres produits ont baissé et le déficit des échanges avec l'Allemagne a pratiquement doublé pour atteindre -1,1 milliard d'euros en 2020.

Les flux avec **l'Italie**, l'un des premiers pays européens à prendre des mesures de confinement, se sont nettement dégradés (-14,5 % à l'exportation et près de -10 % à l'importation), conduisant à un repli de la balance commerciale à 1,5 milliard d'euros (après 1,9 milliard en 2019). Comme avec l'Allemagne, tous les secteurs ont été impactés par la contraction de la demande intérieure italienne, hormis les produits phytopharmaceutiques. Ces derniers ont enregistré une hausse de plus de 10 % de leurs ventes alors que celle des produits chimiques de base contribuait à plus de la moitié de la chute des exportations, suivis des savons, parfums et produits d'entretien.

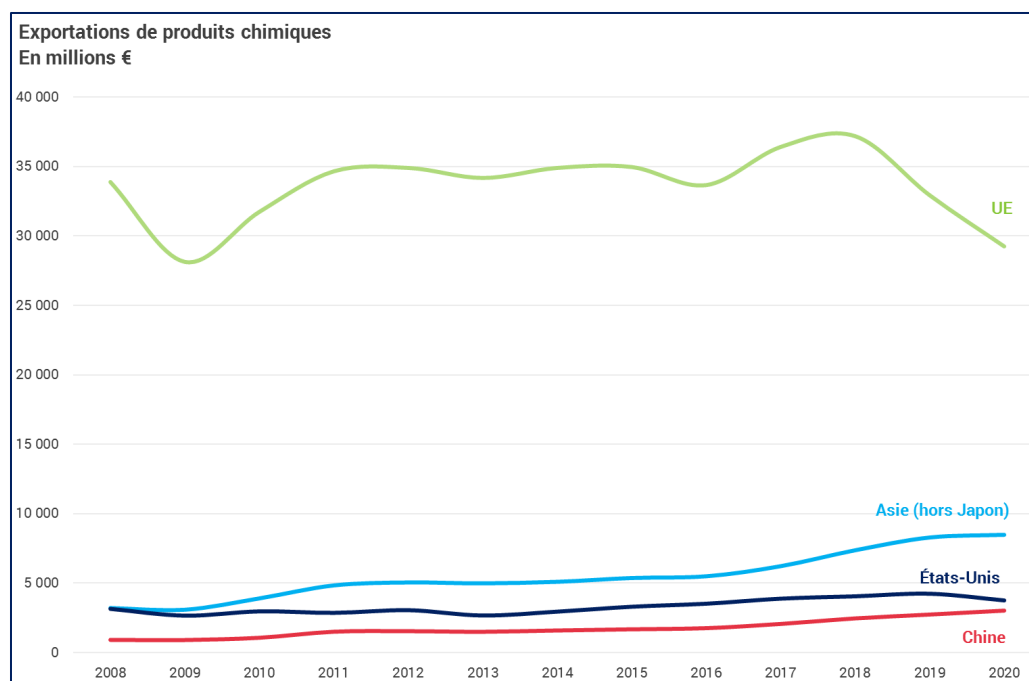
Valeurs en millions d'euros	EXPORTATIONS		IMPORTATIONS		SOLDES	
	2020	évolution annuelle	2020	évolution annuelle	2020	2019
Union européenne 27	29 248	-11,2%	29 589	-8,3%	- 341	640
Afrique	2 214	-6,0%	659	-14,4%	1 556	1 649
Amérique Centrale et du Sud	1 581	-10,9%	225	3,1%	1 356	1 539
Asie	8 488	2,3%	4 191	6,9%	4 297	4 281
Etats-Unis	3 764	-11,3%	4 264	-4,5%	- 500	- 174
Japon	790	-6,8%	1 105	5,8%	- 315	- 462
Proche et Moyen Orient	1 572	-17,4%	441	8,6%	1 131	1 300
Autres	9 049	-8,5%	6 630	3,9%	2 419	3 020
TOUTES ZONES	56 706	-8,9%	47 104	-6,6%	9 602	11 794

Source : Douane

La balance commerciale des échanges de produits chimiques de la France avec **l'Asie** a continué d'augmenter en 2020 (+4 milliards d'euros après +3,8 milliards en 2019) portée par une hausse des exportations et un repli des importations.

Première zone touchée par la pandémie en janvier, l'Asie a aussi été la première à redémarrer au deuxième trimestre quand l'Europe était en confinement, ce qui est illustré par les évolutions trimestrielles de flux. En effet, si les exportations de produits chimiques de la France ont bien résisté au premier trimestre 2020 (+2 % par rapport à la même période de 2019), les importations ont accusé une nette contraction (-5 % sur la même période) signe de l'arrêt des activités de production en Asie.

En pleine période de confinement en France, la dégradation des échanges avec l'Asie a été la plus forte, la réduction des exportations de produits chimiques témoignant du choc d'offre en France (-6,5 % par rapport au deuxième trimestre 2019). En revanche, les importations depuis la région ont vivement progressé (+12,2 % sur la même période) et en particulier depuis la Chine (+19 %). Les évolutions du troisième trimestre illustreront la reprise de l'activité en France pour répondre à la demande asiatique dont la Chine qui a tiré les exportations (+14,3 %). Sur les trois derniers mois de l'année, les flux sont en recul vers l'Asie et vers la Chine. Les nouvelles mesures de restrictions sanitaires en France ont pu réduire à la fois l'offre et la demande en produits dans un contexte de perturbations logistiques et de disponibilité de conteneurs maritimes.



Source : Douane

Au total, les exportations vers la **Chine** ont augmenté de plus de 10 % en 2020 par rapport à 2019, un rythme proche de l'an dernier et similaire pour les importations (+11,2 % en 2020), conduisant à une hausse de l'excédent commercial à 742 millions d'euros (contre 690 millions en 2019).

La demande chinoise en savons, parfums et produits d'entretien n'a pas ou peu souffert de la pandémie, les exportations depuis la France augmentant de plus de 20 %. Entre l'appétit des consommateurs en produits de luxe français et les besoins renforcés en produits d'hygiène, le secteur a mieux résisté que sur ces autres grands marchés (Allemagne et États-Unis).

Les ventes de produits chimiques de base et de spécialités chimiques ont en revanche reculé avec des exceptions pour les matières plastiques, les produits pour les marchés agricoles (engrais, produits phytopharmaceutiques) et les huiles essentielles destinées au marché de la beauté et de l'hygiène.

En cette période de forte demande du secteur de la santé, les importations de produits pharmaceutiques de base n'ont pas accéléré (à peine +1 %). Le déficit de la France avec la Chine s'est stabilisé (-483 millions d'euros après -468 millions en 2019) avec une chute des exportations.

Au sein de l'Asie, les autres destinations après la Chine (29,5 % des ventes totales vers la zone) sont Singapour (22,5 % des ventes) et la Corée du Sud (9 %).

Le solde des échanges de produits chimiques s'est amélioré avec **Singapour** grâce à des contributions positives des exportations de produits chimiques de base, de spécialités chimiques et de produits pharmaceutiques de base. Ces derniers ont pu dégager un solde positif (85,4 millions d'euros après -7,4 millions) issu d'une hausse des ventes et d'un fort recul des importations, une situation inverse de l'évolution historique d'approvisionnements massifs de produits de chimie fine pharmaceutique depuis Singapour.

En revanche, très exportés depuis plusieurs années en Asie du Sud-Est via Singapour, les savons, parfums et produits cosmétiques ont enregistré moins de livraisons en 2020 (-5 % en valeur).

La pandémie a aussi mis un coup d'arrêt à l'expansion des ventes de la chimie vers la **Corée du Sud** (-18,7 % en 2020 après +38,4 %) concernant l'ensemble des secteurs significativement exportés (chimie de base et parfums et produits cosmétiques). Conjugué à une hausse des approvisionnements, le solde des échanges a diminué tout en restant positif (374,4 millions d'euros après 682,4 millions).

Les échanges avec les **Etats-Unis** ont été marqués par les effets de la pandémie, enregistrant une hausse du déficit à la suite d'une nette contraction des exportations et d'un recul plus modéré des importations.

Dans le détail sectoriel, des évolutions positives renvoient directement aux besoins renforcés par la crise sanitaire à destination des marchés de la santé, de l'alimentation et de l'hygiène. Les exportations sont en effet en hausse pour les produits phytopharmaceutiques, les engrais, les matières plastiques, les savons et produits d'entretien, les huiles essentielles et les produits pharmaceutiques de base. Ces progressions n'ont toutefois pas compensé le repli des ventes de parfums et produits cosmétiques (-15,3 % en 2020), premier secteur contributeur aux échanges avec les Etats-Unis.

Par ailleurs, à l'importation, les flux de produits pharmaceutiques de base ont diminué même si les Etats-Unis restent un fournisseur important (plus de 17 % des importations totales du secteur en 2019). Les besoins en principes actifs ont pu augmenter dans le contexte de la crise sanitaire, quand d'autres ont diminué du fait de la moindre demande sur d'autres maladies.

Après une année 2019 marquée par des échanges volatils avec le **Royaume-Uni** sur fond de discussions de sortie du marché européen, le commerce de produits chimiques entre les deux pays subira à la fois l'impact de la crise Covid-19 et des fluctuations toujours liées à l'anticipation de la sortie effective au 1^{er} janvier 2021.

Sur l'ensemble de l'année, les flux se sont ainsi nettement dégradés avec une contraction des exportations de plus de 12 % et de plus de 5 % pour les importations, conduisant à une diminution de l'excédent commercial à 1,5 milliard d'euros (contre 1,9 milliard en 2019).

Cette baisse a été portée par l'ensemble des secteurs hormis les produits pharmaceutiques de base (+4,3 % à l'exportation et +3,6 % à l'importation). L'implantation de filiales de laboratoires pharmaceutiques de part et d'autre de la Manche a pu pousser à des échanges intra-groupes plus importants, renforcés par ailleurs par la période d'incertitudes sur l'accord du Brexit.

En variations infra-annuelles, les échanges de produits chimiques entre la France et le Royaume-Uni ont été guidés par les mesures de confinement et les restrictions pour lutter contre la pandémie prises dans chacun des pays, à savoir une baisse significative au printemps qui a ensuite fait place à un rebond mécanique pour se rapprocher des niveaux pré-crise en fin d'année. Fin 2020, les entreprises britanniques ont toutefois pu anticiper et constituer des stocks de précaution en important massivement avant la sortie du Marché unique.

Classement des pays à l'exportation de la chimie en France

Vingt premiers pays clients	Rang	Exportations (M€)	Evolution 2020/2019	Part dans total export chimie
Allemagne	1	7 501	-1,5%	13,2%
Italie	2	4 294	-1,7%	7,6%
Etats-Unis d Amérique	3	3 764	1,0%	6,6%
Royaume-Uni	4	3 708	-0,1%	6,5%
Espagne	5	3 704	-3,3%	6,5%
Belgique	6	3 530	-0,9%	6,2%
Chine	7	3 017	3,8%	5,3%
Pays-Bas	8	2 655	3,0%	4,7%
Singapour	9	2 087	3,8%	3,7%
Pologne	10	1 573	0,8%	2,8%
Suisse	11	1 259	-4,3%	2,2%
Russie	12	1 217	-7,3%	2,1%
Turquie	13	1 027	-2,6%	1,8%
Brésil	14	944	-10,9%	1,7%
Corée du Sud	15	851	-18,7%	1,5%
Irlande	16	822	-2,8%	1,4%
Suède	17	820	-1,6%	1,4%
Japon	18	790	-6,8%	1,4%
République tchèque	19	625	-0,8%	1,1%
Inde	20	575	-3,5%	1,0%

Source : Douane

Classement des pays d'importation de produits chimiques en France

Vingt premiers pays fournisseurs	Rang	Importations (M€)	Evolution 2020/2019	Part dans total import chimie
Allemagne	1	8 599	-8,4%	18,3%
Belgique	2	6 034	-4,1%	12,8%
Etats-Unis d Amérique	3	4 264	-3,4%	9,1%
Pays-Bas	4	3 921	-18,5%	8,3%
Espagne	5	2 832	-11,6%	6,0%
Italie	6	2 772	-9,9%	5,9%
Chine	7	2 276	11,2%	4,8%
Suisse	8	2 198	0,8%	4,7%
Royaume-Uni	9	2 186	-5,3%	4,6%
Irlande	10	1 321	-8,5%	2,8%
Autriche	11	1 237	5,1%	2,6%
Japon	12	1 105	-15,6%	2,3%
Suède	13	721	1,5%	1,5%
Inde	14	552	-2,7%	1,2%
Pologne	15	550	1,8%	1,2%
Singapour	16	495	-14,8%	1,1%
Russie	17	415	19,2%	0,9%
Corée du Sud	18	374	2,8%	0,8%
Hongrie	19	310	7,1%	0,7%
Israël	20	222	-17,2%	0,5%

Source : Douane

Les prix de vente de la chimie

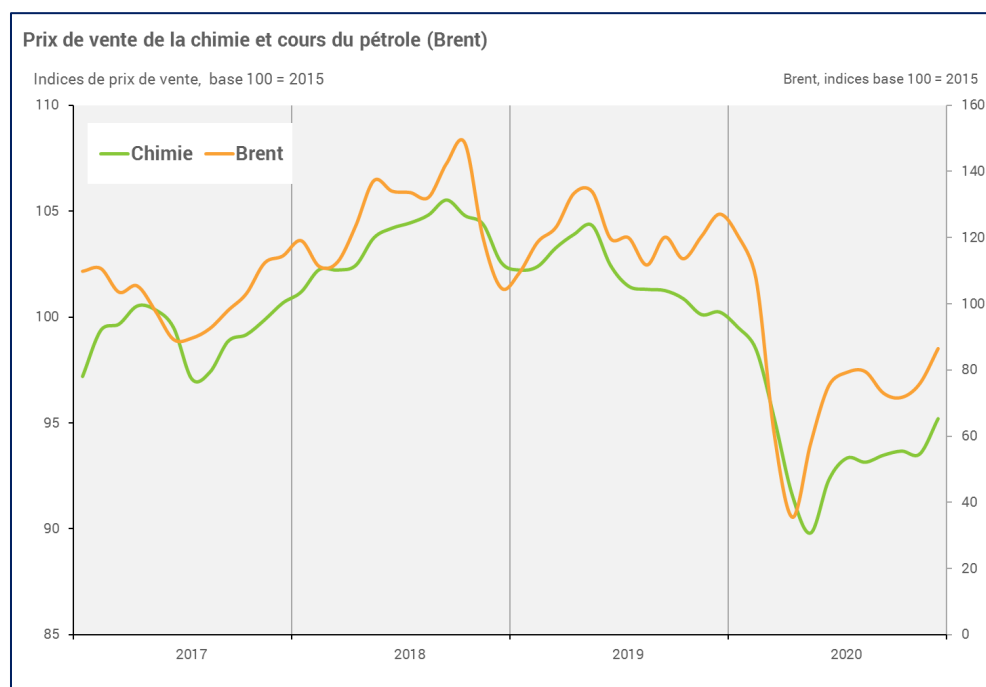
Les prix de vente de la chimie en France se sont nettement repliés en 2020 (-7,7 % après -1,5 % l'année précédente) sous l'effet des chutes brutales à la fois de l'activité au printemps et des prix des cours des matières premières énergétiques (pétrole, gaz naturel).

A partir d'un point bas atteint au printemps 2020, un mouvement global de revalorisation des prix s'est opéré accompagnant une reprise de la demande mondiale.

Au niveau sectoriel, certaines hausses de prix ont été influencées par la remontée des cours des matières premières avec l'apparition côté production de goulets d'étranglement dans une phase de rebond rapide, en particulier en fin d'année et sur le début 2021.

En baisse continue depuis le deuxième semestre 2019, les prix de vente de la chimie ont débuté l'année 2020 à un niveau relativement bas qui reflétait en grande partie le ralentissement de la demande en 2019. Cette tendance s'est accélérée sur le deuxième trimestre 2020 où les prix ont reculé de 12 % sur un an, du fait de l'arrêt de l'activité et en ligne avec la chute des cours des matières premières.

Dès le mois de juin, les prix se sont redressés, d'abord à vive allure profitant de la reprise de l'activité en sortie de confinement, puis plus modérément en raison de la persistance d'un climat sanitaire incertain. A fin décembre, les prix n'avaient regagné que 6 % par rapport au point bas de mai et ils affichaient un écart négatif de plus de 4 % par rapport au niveau de janvier 2020. En moyenne annuelle, les prix de vente de la chimie ont ainsi enregistré un repli de 7,7 % après -1,5 %, effaçant ainsi deux années consécutives de progression.



Source : Insee

Effet déflationniste des prix de la chimie organique

L'évolution des prix de la chimie et son profil infra-annuel en 2020 sont marqués par la forte contribution des prix de la chimie organique qui ont nettement reculé en moyenne annuelle. En revanche, les prix des autres secteurs ont suivi des évolutions moins heurtées voire positives pour certains.

Évolution annuelle, indices de prix de production base 100 = 2015	2018	2019	2020
Chimie minérale	10,9%	-0,8%	-5,0%
Chimie organique	4,4%	-4,8%	-19,0%
Spécialités chimiques	2,6%	2,8%	0,2%
Savons, parfums et produits d'entretien	-0,6%	0,1%	1,6%
Produits pharmaceutiques de base	3,1%	-3,6%	4,4%
Chimie	4,4%	-1,5%	-7,7%

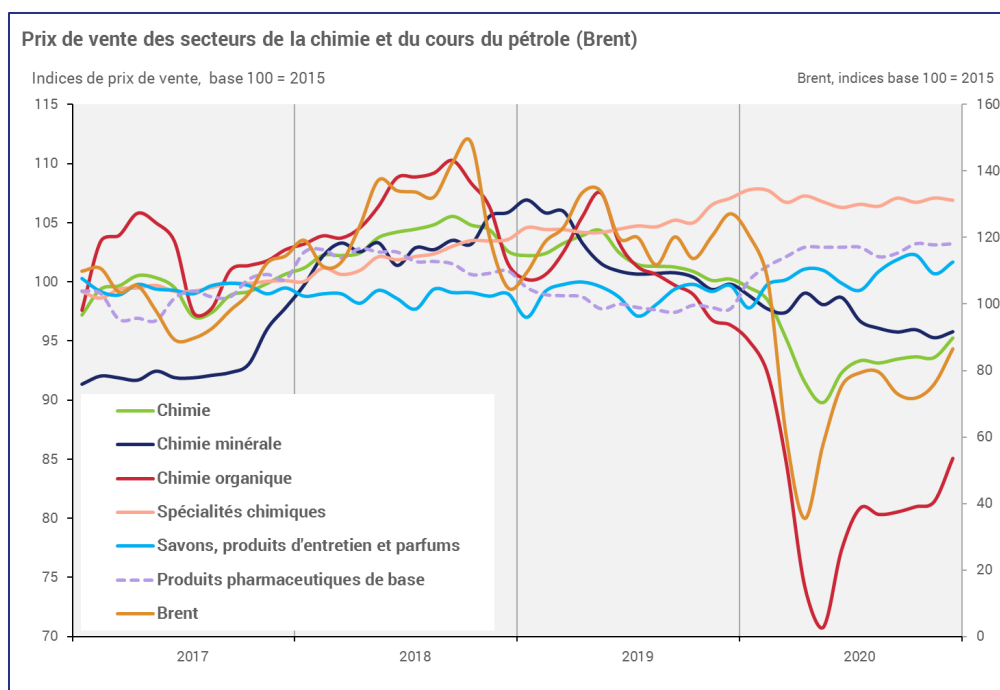
Source : Insee

Les prix de la **chimie organique** et de l'ensemble de ses composantes (pétrochimie, matières plastiques et caoutchouc synthétique) ont diminué dans le sillage de la baisse des prix du baril et du naphta et dans une conjoncture internationale dégradée dès le début 2020.

Au deuxième trimestre 2020, ils avaient perdu jusqu'à -18,3 % par rapport au premier trimestre en pleine période de restrictions de mobilité et d'activité sur la production et sur la demande. Un point bas a été atteint en mai où l'on a enregistré une baisse d'un quart par rapport au début de l'année.

Le rebond des prix du pétrole qui s'est par la suite opéré avec le redémarrage de l'activité industrielle s'est en partie répercuté sur les prix de la chimie organique au troisième trimestre. En effet, la capacité du secteur à passer des hausses de prix a été dépendante de plusieurs facteurs dont les vitesses de reprise des marchés clients clés (automobile, construction, ...), les niveaux de stocks de produits finis, les besoins de préserver les parts de marché et de restaurer des marges éprouvées pendant la crise (effet inflationniste des coûts des mesures sanitaires).

Sur la fin d'année 2020 et le début 2021, la relance économique plus soutenue en Chine, dans certains pays asiatiques et aux Etats-Unis, conjuguée à des difficultés de production de raffineries américaines en raison des ouragans en septembre et à une pénurie de conteneurs maritimes, ont conduit à des retards d'approvisionnements en matières premières et à de nouvelles tensions inflationnistes.



Source : Insee

En 2020, le recul des prix de la **chimie minérale** (-5 % sur un an) est en partie issu des évolutions négatives des secteurs liés aux marchés industriels (produits inorganiques de base, colorants et pigments) qui ont fait face à une demande moins dynamique et à la diminution des coûts des matières premières.

A l'inverse, les prix des gaz industriels et des engrais ont pu se maintenir dans un contexte de demande plus soutenue en lien avec les industries jugées essentielles (santé et alimentation)

Néanmoins, les prix des engrais ont été confrontés à des facteurs baissiers comme des stocks importants sur le marché et un prix du gaz naturel descendu à un niveau très bas (repli en mai de plus de la moitié sur un an). La tendance est redevenue positive sur le dernier trimestre grâce à une demande plus importante sur les marchés internationaux et à une accélération de la hausse des cours du gaz (facteur trois entre mai et décembre 2020).

Les prix des autres activités chimiques - **spécialités chimiques, savons, parfums et produits d'entretien et produits pharmaceutiques de base** -, moins dépendantes des prix des matières premières énergétiques, ont connu des évolutions légèrement positives portées par l'accélération de la demande de marchés spécifiques et de façon temporaire pendant la crise sanitaire.

En particulier, les prix des produits pharmaceutiques de base ont été en hausse en début d'année avant de se stabiliser. Ceux des savons et produits d'entretien ont aussi progressé dans la phase du premier confinement, alors en pleine tension sur les besoins en produits d'hygiène et de désinfection, pour ensuite se normaliser au deuxième semestre.

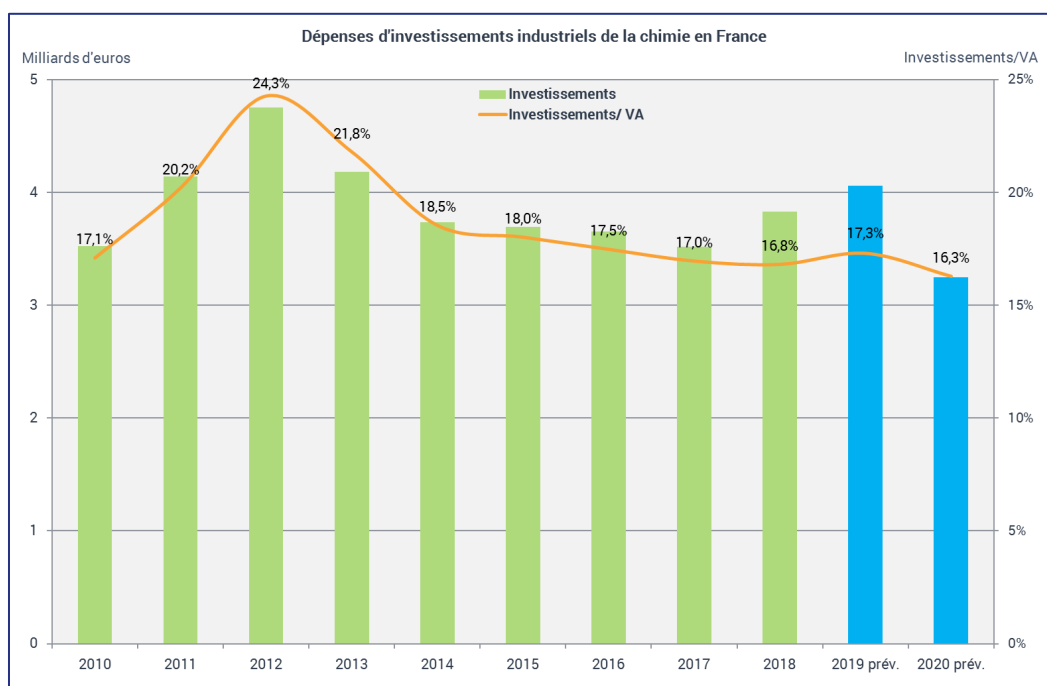
L'investissement industriel de la chimie en France

Au plus haut en 2018-2019, les dépenses d'investissement de la chimie en France ont été stoppées dans leur dynamique par la crise sanitaire. Selon l'enquête de France Chimie menée au dernier trimestre 2020, les industriels anticipent une baisse de leurs dépenses d'investissement en France de 20 % en 2020 après +6 % en 2019.*

Les dépenses d'investissement corporel brut des entreprises de la chimie en France ont été revues à la hausse par l'Insee en 2018, à 3,8 milliards d'euros, soit en progression de +9 % en valeur par rapport à 2017 et donnant un taux d'investissement de près de 17 % (investissement rapporté à la valeur ajoutée).

Au sein de l'industrie manufacturière, la chimie a contribué à hauteur de 10 % du montant total investi en 2018, pour se positionner au deuxième rang des secteurs après les industries agroalimentaires (6,9 milliards d'euros) et devant l'automobile (3,5 milliards d'euros).

D'après la dernière enquête de France Chimie sur l'investissement réalisé en France, les dépenses de la chimie auraient continué de progresser en 2019, d'environ +6 % en valeur, le ralentissement de l'activité sur cette période n'ayant pas impacté les projets engagés.



Sources : Insee enquête Esane 2018 (publiée en septembre 2020), prévisions enquête France Chimie 2020

* Enquête sur l'investissement prévu en France menée d'octobre à décembre 2020 intégrant ainsi les impacts de la deuxième vague épidémique dans les prévisions des entreprises. Sur l'échantillon des entreprises interrogées, le taux de réponse a atteint 31 % pour un budget d'investissement de 34 % du total réalisé en 2018.

En revanche, la dynamique de croissance des investissements a été interrompue par la crise sanitaire en 2020. La chute brutale de l'activité et la nécessité de préserver les trésoreries ont poussé les chefs d'entreprises à revoir leurs projets : au total, ils anticipent une baisse des dépenses de 20 % en valeur pour 2020, ramenant l'investissement à 3,2 milliards d'euros et à 16,3 % de la valeur ajoutée.

Malgré la crise, la chimie a maintenu son engagement dans la transition énergétique et dans la décarbonation de ses activités, la part des entreprises se mobilisant sur des projets d'efficacité énergétique étant montée à 71 % des répondants en 2020 contre 53 % en 2017.

Par ailleurs, de nombreux dossiers ont été déposés dans le cadre du plan de relance de la France, en particulier pour des investissements de procédés en continu dans la chimie fine, de décarbonation de la chaleur ou de pilotes de technologies moins matures. Ces mesures de soutien et les conditions de financement toujours favorables devraient contribuer à la reprise des projets de la chimie dans les objectifs de croissance et de transformation écologique.

En réponse au renforcement de la souveraineté économique et sanitaire en Europe, les industriels de la chimie se sont également mobilisés pour contribuer à la localisation de capacités de production de principes actifs pharmaceutiques ou à la modernisation de sites existants. D'autres investissements dans le développement des biotechnologies industrielles ou de nouveaux matériaux et technologies performants (pour batteries, allègement des véhicules...) sont aussi inscrits dans les dispositifs soutenus.

La chimie en France devrait également bénéficier des mesures prises par le Gouvernement en faveur de la compétitivité du site France, au travers notamment de la baisse des impôts de production, du soutien à l'embauche des jeunes et à la formation, de la redynamisation du fret ferroviaire ou encore des soutiens à l'export.

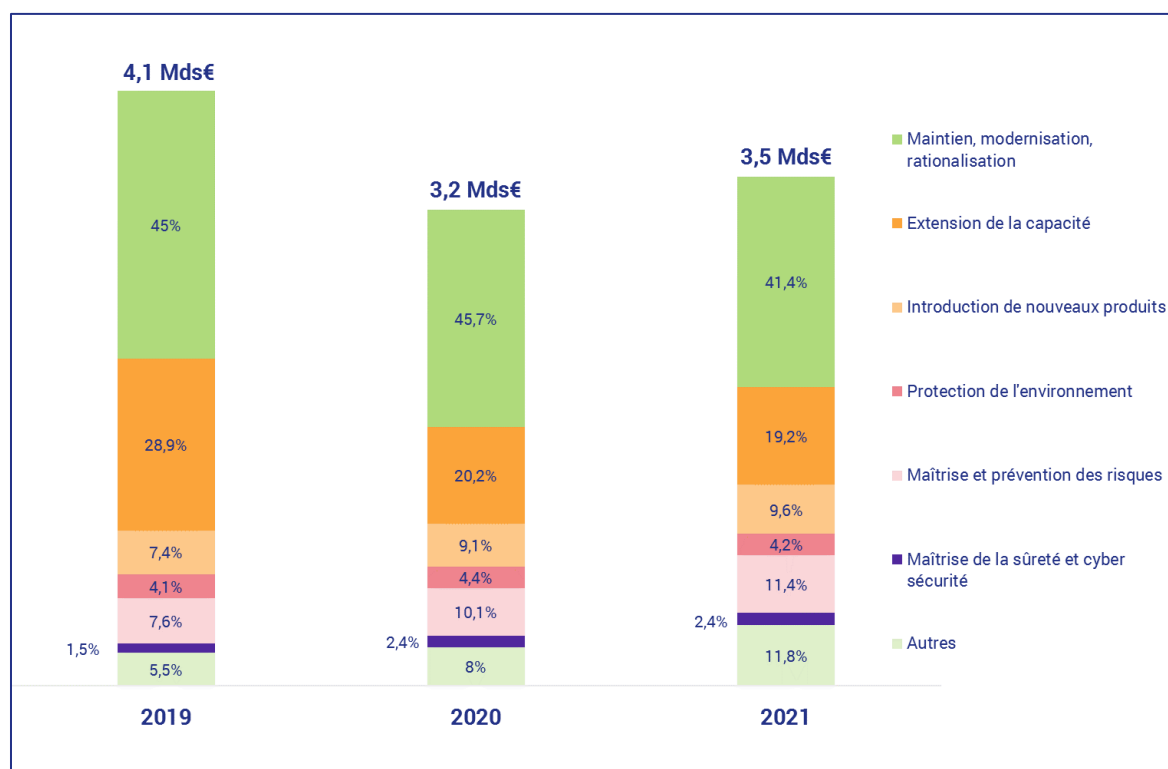
Dépenses contraintes par la chute de la demande et recentrées sur les engagements pour la maîtrise et la prévention des risques

La ventilation des dépenses d'investissement permet de distinguer deux grandes catégories, celle dédiée à la maintenance de l'outil de production au sens large (maintien, modernisation, protection de l'environnement, maîtrise et prévention des risques) et celle pour la croissance (extension de capacités et introduction de nouveaux produits). Cette distinction peut conduire à sous-estimer certaines finalités d'investissement car non différenciables. A titre d'exemple, les dépenses spécifiques pour la protection de l'environnement ou pour la maîtrise des risques sont parfois intégrées dans un programme plus large d'investissement de modernisation.

En 2020, sous l'effet de la crise sanitaire et de la chute de la production, les dépenses de croissance ont nettement diminué (-35 % en valeur par rapport à 2019) alors qu'elles étaient à un plus haut (35 % des dépenses totales en moyenne sur 2018-2019), tout comme les dépenses pour la maintenance et la modernisation (-19 % en valeur en 2020).

Ces évolutions ont illustré les choix d'adaptation des entreprises dans une conjoncture dégradée et en réponse à la chute brutale de l'outil de production. Le taux moyen d'utilisation des capacités de production est en effet descendu 74 %, soit près de 5 points en-dessous de la moyenne des dix dernières années, et en recul de 7 % sur un an. Les industriels ont en particulier suspendu ou reporté leurs projets d'extension (-44 % en valeur).

En revanche, ils ont continué d'investir pour la protection de l'environnement et la sécurité des sites, dans le cadre des engagements volontaires ou bien en réponse à la réglementation. Les dépenses pour la maîtrise et prévention des risques ont ainsi nettement augmenté (+7 % entre 2019 et 2020), avec notamment la mise en conformité avec la réglementation sismique des sites classés Seveso et le déploiement du plan d'action de modernisation des entrepôts et des sites de stockage en conséquence de l'incendie survenu à Rouen en septembre 2019.



Sources : Insee enquête Esane 2018 (publiée en septembre 2020), prévisions enquête France Chimie 2020

Les dépenses de recherche et développement de la chimie en France

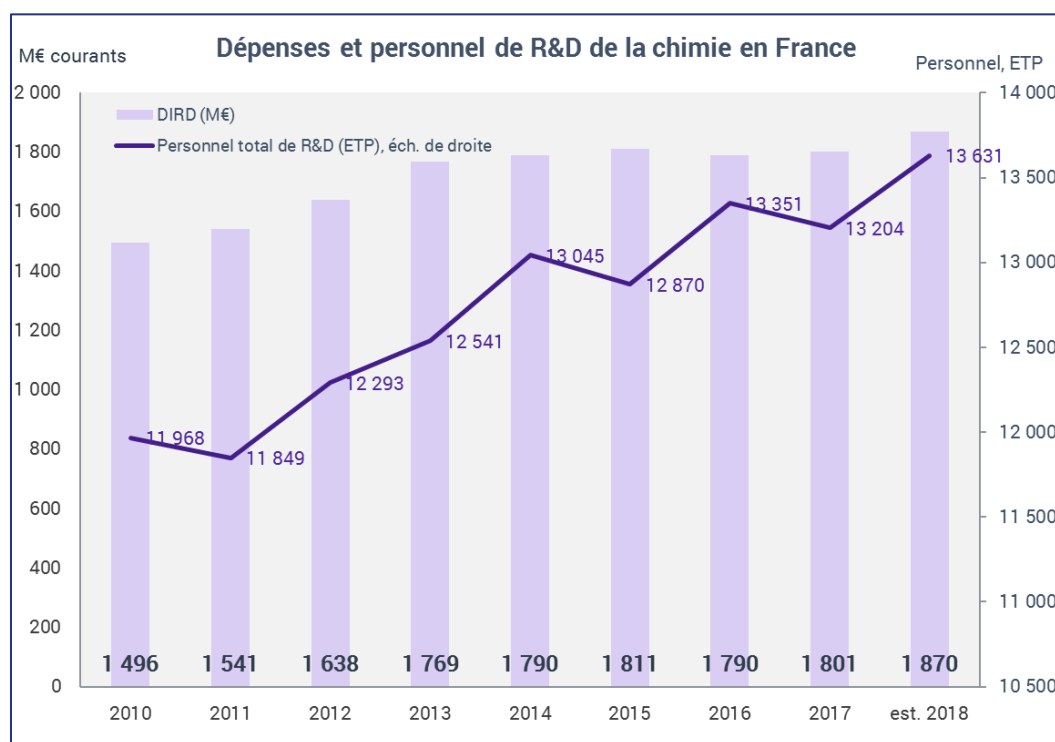
Le budget consacré à la recherche de la chimie en France s'est maintenu à près de 2 milliards d'euros en 2018, avec une progression des effectifs dédiés.

La dépense de recherche et développement réalisée dans la chimie par les entreprises installées en France s'est établie à 1,9 milliard d'euros en 2018, en hausse de près de 4 % en valeur par rapport à 2017.

Au sein de l'industrie manufacturière, le secteur occupe toujours la quatrième position contribuant à hauteur de 8 % de la dépense de recherche et développement de l'industrie, après l'industrie automobile (19 %), la construction aéronautique et spatiale (14,5 %) et l'industrie pharmaceutique (12 %).

Après une légère inflexion en 2017, les effectifs totaux de la recherche ont augmenté de plus de 3 % avec une accélération pour le nombre de chercheurs (+6,5 % sur un an).

La qualification et le niveau de compétences dans la chimie poursuivent ainsi leur progression régulière, ce qui porte la part des chercheurs à plus de 48 % de l'effectif total de recherche en 2018.



Source : Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche

Les perspectives de croissance de la chimie en France en 2021

Après la chute importante de l'économie en 2020, les perspectives de croissance se sont améliorées début 2021, profitant notamment d'une reprise industrielle plus rapide que prévu au deuxième 2020 et de la perspective du déploiement de la vaccination. Dans un contexte conjoncturel plus favorable sur l'ensemble de ses marchés, la chimie en France devrait rebondir mais elle est marquée dans un premier temps par des tensions sur les approvisionnements. Le rebond de la chimie en France est estimé entre +6 et +7 % en volume en moyenne en 2021.

Reprise de l'activité économique mondiale à l'horizon 2021 mais encore inégale selon les régions

Selon le consensus des instituts économiques, les perspectives de l'économie mondiale se sont améliorées début 2021 confortées par la poursuite de la reprise de l'activité au quatrième trimestre 2020 malgré de nouvelles vagues épidémiques dans plusieurs régions, encouragées par l'adoption de mesures budgétaires supplémentaires dans de nombreux pays et dans l'espoir d'une sortie de la crise avec l'arrivée de vaccins.

Comme en 2020, des disparités de croissance subsisteraient entre pays et la croissance sera conditionnée par la vitesse de déploiement de la vaccination. Début 2021, celle-ci progresse à des rythmes différents dans le monde alors que des restrictions ciblées des déplacements continuent d'être prises pour endiguer les mutations du virus. Les secteurs des services restent en première ligne, sans perspectives de rebond tant que le contexte sanitaire ne s'améliore pas.

Les prévisions de croissance intègrent l'hypothèse d'une normalisation progressive de la situation sanitaire dans l'année avec l'accélération de la vaccination d'ici l'été 2021, pouvant autoriser une levée des restrictions sanitaires au deuxième semestre 2021. L'économie mondiale devrait alors pouvoir accélérer pour afficher en moyenne annuelle un rebond de +5,7 % en 2021 (après -3,2 %) conjointement à une reprise des échanges mondiaux (+6,8 % en 2021 après -8,3 %).

Un rebond important est attendu aux Etats-Unis (+6,1 % en 2021 après -3,5 %), stimulé par l'adoption d'un nouveau plan de relance massif (1 850 milliards de dollars) et par l'avancée de la vaccination. Voté en décembre 2020 par l'administration Biden, ce plan budgétaire prolonge les soutiens au pouvoir d'achat et à la consommation des ménages (aides directes aux ménages et assurance-chômage). Couplé à l'accélération de la campagne de vaccination, il apporterait un stimulus de plus de 3 points de croissance du PIB américain en 2021, avec des retombées positives attendues sur la demande adressée aux principaux partenaires commerciaux.

Après sa performance en 2020, l'activité en Chine devrait bénéficier du rebond de l'économie mondiale en 2021, d'un soutien important de son investissement public ainsi que du maintien d'une politique budgétaire favorable. Sa croissance pourrait dépasser les 8 % en 2021 (après +2,3 %).

L'amélioration de l'économie de la zone euro au deuxième semestre 2020 s'est modérée avec la recrudescence des infections et des mesures d'endiguement prolongées ou remises en place. Cette troisième vague, malgré la montée en puissance annoncée de la vaccination, devrait encore brider la reprise sur le premier semestre 2021 et limiterait le rebond sur l'ensemble de l'année (+3,8 % en 2021 après -6,8 %). La levée des mesures sanitaires à partir de la deuxième moitié de l'année et la mise en œuvre du plan de relance européen *Next Generation EU* sur 2021-2026 devraient stimuler la consommation privée et l'activité en 2022. Le rythme de reprise des pays européens différerait en fonction de leur exposition sectorielle, notamment aux services, et de la gestion de la pandémie. Les pays davantage tournés vers l'international seront également plus sensibles à la reprise mondiale, en particulier l'Allemagne.

Un rebond mécanique de l'industrie porté par la demande et les plans de relance mais sujet à des tensions dans les chaînes de valeur mondiales

Après avoir vivement rebondi sur la deuxième partie de l'année 2020, la production mondiale devrait poursuivre sa trajectoire de croissance en 2021 (+7,5 % en volume après -5,4 %) bénéficiant de la reprise technique des secteurs fortement touchés en 2020 (automobile, métallurgie, biens de consommation, papier-carton, textile...), de la bonne tenue des industries toujours essentielles (agroalimentaire, hygiène, santé, emballage, électronique...), des investissements publics dans les infrastructures et des soutiens des plans de relance. Le secteur de la construction devrait également se redresser grâce notamment aux mesures de soutien dans la rénovation énergétique des bâtiments.

La reprise de la production de l'industrie mondiale en 2020, en particulier chinoise, a toutefois été plus rapide que prévu alors que les niveaux de stocks de produits étaient bas en sortie de confinement. Cette situation a pris de vitesse les producteurs de matières premières, les industries en amont des chaînes de valeur et les acteurs du fret international, provoquant des tensions sur les approvisionnements de produits de base (métaux, bois, certains produits alimentaires, pâte à papier ...), des allongements des délais de livraison, des tensions sur les coûts, voire des pénuries. Ces tensions ont de plus été aggravées par une diminution de conteneurs pour le commerce maritime, provoquant également des surcoûts et des délais supplémentaires d'acheminement.

En Europe, l'industrie devrait enregistrer une hausse plus modérée (proche de 7 % après -8,3 %) ne rattrapant pas son niveau de 2019 du fait d'une activité encore pénalisée par des restrictions sanitaires sur la première moitié de l'année et des tensions sur l'amont des chaînes de valeur.

Une reprise économique en France plus assurée au deuxième semestre

En France, si l'industrie dans son ensemble a plutôt bien résisté au choc de la deuxième vague, la situation des services et du commerce de détail reste difficile. Sous l'hypothèse que le premier semestre serait encore marqué par des restrictions sanitaires, la reprise de l'économie serait plus vigoureuse au second semestre en tirant bénéfice de l'accélération de la campagne de vaccination jusqu'à l'été. La croissance serait soutenue par la consommation des ménages et par l'investissement avec la mise en œuvre du plan de relance. En moyenne annuelle, la croissance du PIB en France serait supérieure à 5 % en 2021.

Résiliente dans la crise, la chimie en France devrait poursuivre son rebond en 2021

Dans ce contexte économique mondial prévu globalement plus porteur en 2021, l'activité de la chimie devrait connaître un net rebond en France (entre +6 et +7 % en volume) même si le début d'année est, comme au niveau européen, marqué par les tensions d'approvisionnement et de logistique.

L'accumulation exceptionnelle de forces majeures sur les sites chimiques (intempéries au Texas, incidents techniques), la reprogrammation de grands arrêts de maintenance et les difficultés du fret maritime ont perturbé les approvisionnements alors que les stocks de produits finis dans la chimie étaient bas depuis l'été 2020. Ces tensions en volume et en prix devraient se normaliser d'ici l'été et permettre une accélération de la reprise.

Grâce à son large portefeuille produit, la chimie en France pourra bénéficier du rattrapage mécanique de ses différents marchés finaux (industriels et pour la construction) en France et à l'international. Ses produits pour la consommation des ménages dont les parfums et produits cosmétiques, devraient également retrouver une demande plus soutenue en 2021, à l'international notamment mais cela reste conditionnée par l'évolution de la situation sanitaire, la levée des restrictions de mobilité et la réouverture des commerces.

Comparativement aux prévisions de la chimie européenne (+3 % en volume en 2021 après -1,9 %) ou de la chimie allemande (+3,5 % après -1,1 %), le rebond partiel anticipé pour la chimie en France tient compte de sa spécificité sectorielle avec une dépendance plus forte au secteur des parfums et produits cosmétiques.

Le bilan social de la chimie en France

La chimie recrute et offre des emplois qualifiés avec une formation tout au long du parcours professionnel. Elle fait face à un défi du renouvellement des compétences, défi auquel le développement de l'alternance est l'une des réponses.

La Chimie recrute et offre des emplois qualifiés

L'effectif des entreprises de la branche Chimie en France était de 220 100 en 2020. Ce chiffre confirme la stabilité des effectifs : ils sont de 219 400 en moyenne sur les cinq dernières années. Les femmes constituent 40 % des effectifs, les hommes 60 %.

La Chimie a réalisé environ 19 350* recrutements entre mai 2019 et mai 2020, en baisse de 1 600 par rapport à la même période de l'année précédente, concernant surtout les contrats en CDD plus impactés par la crise sanitaire.

Le niveau de compétence est élevé dans la branche, les entreprises du secteur offrant des emplois durables (93 % de CDI) et qualifiés (deux salariés sur trois sont cadres, techniciens ou agents de maîtrise).

La Chimie est confrontée au défi du renouvellement des effectifs

Avec l'évolution de la pyramide des âges, 25 % des effectifs de la branche Chimie devront être renouvelés dans les dix ans à venir. Parallèlement, les compétences recherchées par les entreprises évoluent rapidement, impactées par les grandes transformations de l'économie et les demandes de la société, en particulier par la transformation numérique et la transition écologique.

Plusieurs types de métiers sont en tension dans la branche, notamment dans la production, la maintenance, la logistique et l'Hygiène-Sécurité-Environnement.

L'alternance est l'un des meilleurs moyens de répondre à ces enjeux. Or, la branche emploie aujourd'hui 6 000 alternants (contrats de professionnalisation et apprentis) avec une marge de progression, en particulier dans les PME-ETI qui emploient en moyenne deux fois moins d'alternants. En outre, les métiers en tension sont encore peu couverts par ce mode de recrutement.

Pour accélérer cette formation, France Chimie a lancé un plan alternance avec pour ambition d'augmenter de 30 % en quatre ans le nombre d'alternants dans la filière, en informant les entreprises des dispositifs pérennes gérés par l'OPCO 2i ou conjoncturels issus du plan de relance en lien avec la crise Covid-19.

* : CDI + CDD hors alternants

La transition énergétique et écologique de la chimie en France

La chimie est un acteur-clé de la transition énergétique. Ses produits et ses innovations apportent des solutions pour les énergies nouvelles, le stockage d'énergie, la mobilité durable, l'habitat économe en énergie ou encore l'économie circulaire. Elle est ainsi un acteur incontournable dans le développement des batteries, de l'hydrogène bas-carbone, des matériaux légers et innovants, des isolants thermiques, de la chimie du végétal... Secteur consommateur de produits énergétiques, la chimie s'est également fixée une trajectoire ambitieuse de réduction de son empreinte carbone.

La chimie en France a réduit ses émissions de gaz à effet de serre de 63 %, entre 1990 et 2019, grâce notamment à :

- une amélioration de l'efficacité énergétique de sa production d'énergie et de ses procédés ;
- une diminution des émissions de N₂O liées à la production d'acides adipique et nitrique.

Selon le CITEPA*, les émissions de la chimie s'élevaient à 19,9 Mtéq. CO₂ en 2019. France Chimie anticipe qu'elles pourraient être réduites à moins de 16 Mtéq. CO₂ en 2030, soit une réduction de -26 % par rapport à 2015, année de référence de la Stratégie Nationale Bas-Carbone.

La poursuite de la transition énergétique de la chimie s'appuiera sur les leviers suivants :

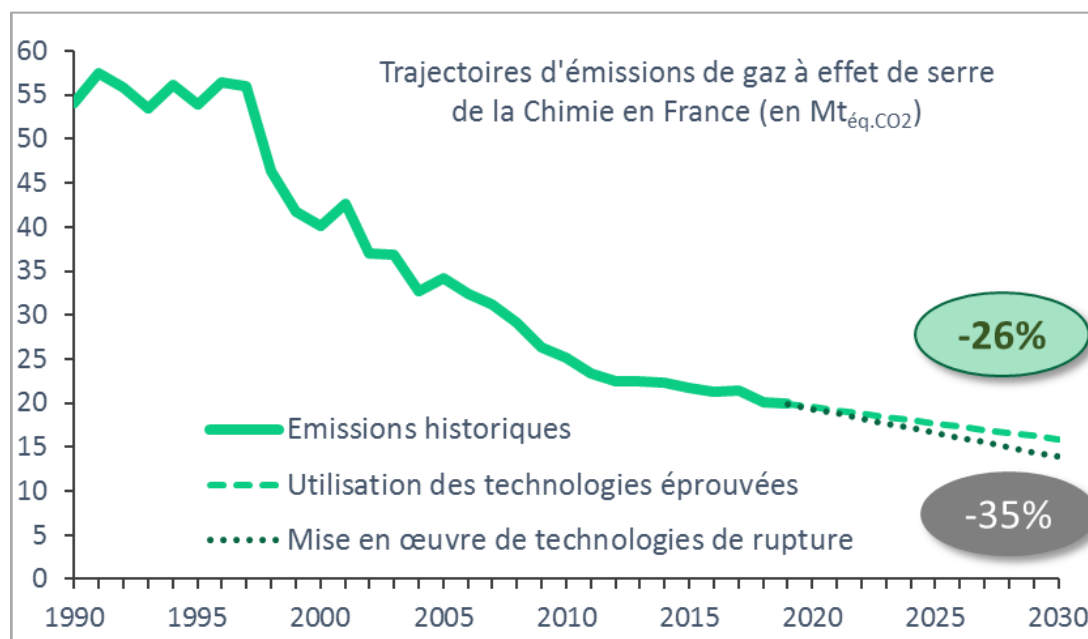
- La décarbonation de la chaleur, en développant notamment la valorisation énergétique des déchets et l'utilisation de bois-énergie ;
- L'efficacité énergétique, avec la mise en œuvre des meilleures techniques disponibles et la récupération de chaleur fatale ;
- L'abattement de N₂O (protoxyde d'azote) ;
- La réduction des émissions de HFC (gaz frigorigènes).

Sur la base de ces projections, France Chimie a défendu en 2020 la mise en œuvre de plusieurs mécanismes de soutien publics qui se sont matérialisés au travers du plan de relance économique. Dans le cadre des dispositifs France Relance de soutien à la décarbonation de l'industrie, les projets lauréats des entreprises de la chimie représentent à fin mars 2021 des investissements d'environ 160 millions d'euros et une baisse des émissions de près de 200 000 téq.CO₂/an.

Pour prolonger cette dynamique, il sera indispensable de pérenniser les soutiens de France Relance, d'assurer un accès à une électricité compétitive et bas-carbone, et de protéger l'industrie contre les distorsions de concurrence.

* Centre interprofessionnel technique d'études de la pollution atmosphérique

Aller plus loin dans la décarbonation du secteur nécessitera de déployer des technologies de rupture comme l'hydrogène bas-carbone, la capture et le stockage ou l'utilisation de CO₂ et l'électrification des procédés. Selon les estimations de France Chimie, cela permettrait de porter à -35 % la baisse des émissions de gaz à effet de serre de la chimie entre 2015 et 2030. Pour approfondir les conditions du développement de ces technologies, plusieurs initiatives ont été lancées telles le Plan de Transition Sectoriel de l'ADEME, le Conseil National de l'Hydrogène et une étude du Comité Stratégique de Filière « Chimie & Matériaux » en partenariat avec le Syntec Ingénierie.



Source : Citepa, estimation France Chimie

La contribution de la chimie à la transition énergétique est loin de s'arrêter à sa propre décarbonation puisque les produits qu'elle propose, sans cesse plus innovants, offrent des solutions pour la transition énergétique de l'ensemble de l'économie.

Cette contribution essentielle se manifeste avec la participation de la chimie au développement :

- de produits biosourcés au service de l'agriculture et de la consommation ;
- de procédés qui permettront de contribuer à l'objectif de 100 % de plastiques recyclés ;
- de nouvelles technologies de production de principes actifs et intermédiaires ;
- de matériaux pour des bâtiments moins énergivores.

Enfin, la Chimie sera un maillon essentiel pour la mise en œuvre des plans Batterie et Hydrogène.

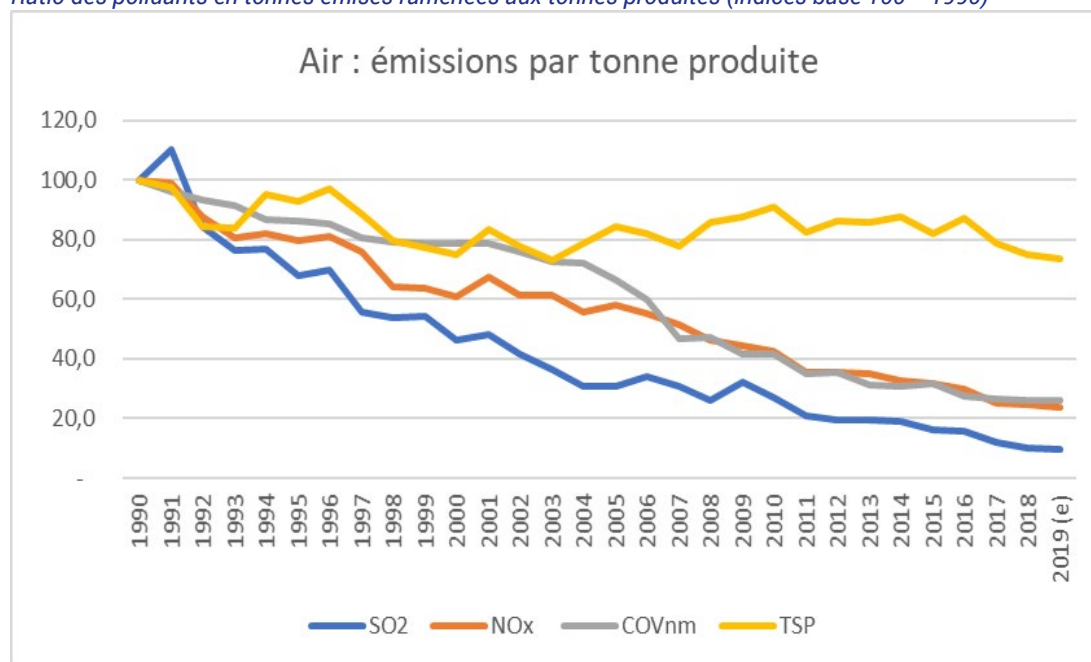
Grâce aux efforts massifs menés par les entreprises de la chimie depuis de nombreuses années, conformes à leurs obligations réglementaires ou dans le cadre d'engagements volontaires, les risques chroniques environnementaux des activités de la chimie sont maîtrisés, en particulier dans la limitation des émissions industrielles.

De nombreuses sociétés de la chimie se sont en effet engagées dans une démarche de Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE), qui vise notamment à aller au-delà des obligations réglementaires, en particulier en matière de protection de l'environnement. Par ailleurs, le corpus législatif et réglementaire français relatif aux impacts des ICPE** sur leur environnement, généralement issu de l'Union européenne, est parmi les plus contraignants.

Ainsi, depuis 1990, la mise en œuvre de ces politiques a permis à la chimie de nettement diminuer sa production de déchets et ses rejets dans l'air et dans l'eau contribuant ainsi à l'amélioration de la qualité des milieux, et alors même que sa production était en croissance.

Empreinte environnementale de la production de la chimie en France

Ratio des polluants en tonnes émises ramenées aux tonnes produites (indices base 100 = 1990)

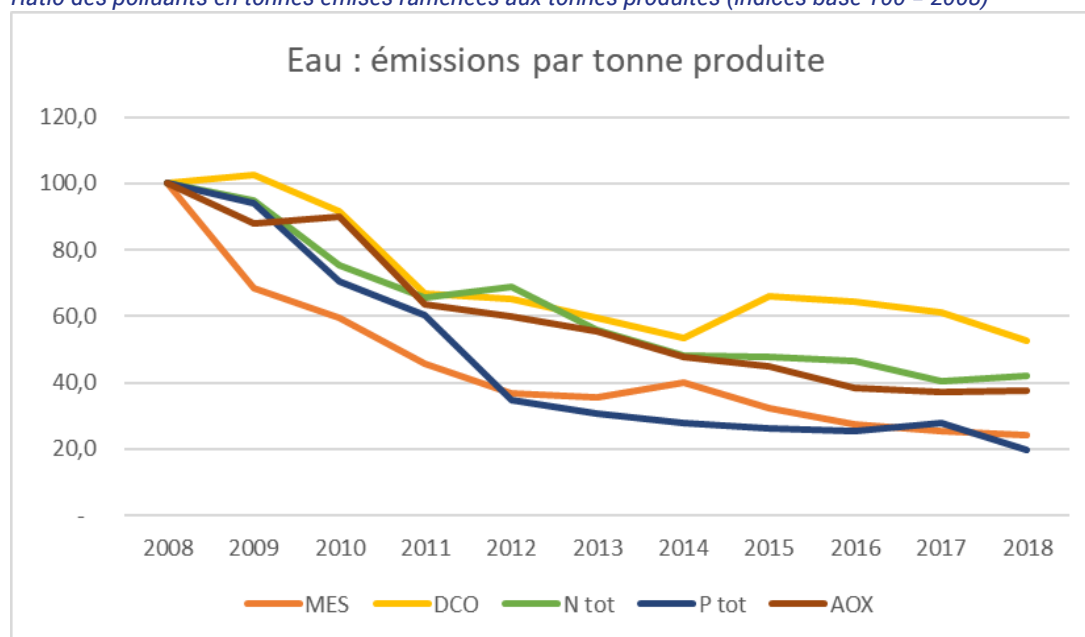


Sources : Citepa, Insee

** Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Empreinte environnementale de la production de la chimie en France

Ratio des polluants en tonnes émises ramenées aux tonnes produites (indices base 100 = 2008)



Sources : Ministère en charge de l'environnement, Insee

SO_2	dioxyde de soufre
NO_x	oxydes d'azote
COV_{nm}	composés organiques volatils non méthaniques
TSP	poussières totales en suspension
MES	matières en suspension
DCO	demande chimique en oxygène
N_{tot}	azote
P_{tot}	phosphore
AOX	composés organohalogénés

#GracealaChimie

 **@FranceChimie**
 **@ChimieOriginale**
www.francechimie.fr

Contact presse

Guillaume Croullebois
01 46 53 11 65 / 06 03 40 66 48
groullebois@francechimie.fr

